

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 23 OCTOBRE 1969
N° 426, 1,50 F



**conflits
dans
l'aéronautique**



Capitalisme et urbanisme

Rémy Grillault

Luttes ouvrières

- 5. 3.000 ouvriers sur le pavé
Michel Camouis
- 6. La recherche à la sauce « industrielle »
Anne-Marie Lefranc

Luttes internationales

- 8-9. Confrontations sur le Moyen-Orient
Henry Rosengart
- 10. Les limites du pacifisme.
Henri Beley
- 11. Vive le Québec libre et socialiste.
Jean-Louis Auduc
- 12. Fable et révolution.
Jean Morel

Politique intérieure

- 4. Un succès socialiste
Gérard Féran
- 16. La machine tourne.
Pierre Gautier

Quelques communes de la région mantaise ont confié des opérations d'urbanisme et d'équipement à une société créée par leurs soins : la S.E.R.M. (Société d'Équipement de la Région Mantaise). Cette société présidée par Jean-Paul Davil (Maire de Mantes, ex-R.G.R., sympathisant O.A.S. reconverti en Po-hériste après avoir tenté d'entrer à la F.G.D.S.) fête le mois dernier son dixième anniversaire au milieu des notables, des promoteurs et des flics.

Pour célébrer à sa façon cet anniversaire, la section P.S.U. de Mantes a organisé le samedi 20 septembre une réunion publique sur les questions d'urbanisme et de logement.

Un tract annonçant cette réunion posait quelques questions innocentes du genre : « A quoi sert la S.E.R.M. ? Par qui est-elle contrôlée ? », des questions sur la réalisation d'un grand ensemble et invitait les habitants de Mantes à venir en discuter dans une PERSPECTIVE SOCIALISTE.

Quelle ne fut pas notre surprise de recevoir un tract de la S.E.R.M. hargneux et bête à notre égard, « répondant » à nos questions sur un ton juridico-technocratique.

Alors que nous voulions parler de l'absence de contrôle populaire, de l'absence de conseil de résidents élu !

Une réunion publique

Animée par Georges Gontcharoff du Bureau National,

la discussion toucha les questions d'urbanisme en général et de politique de l'habitat, les problèmes propres à la région parisienne et au District Urbain de Mantes. L'aspect qualitatif des problèmes retint plus notre attention. Il est, en effet, un peu trop simple de réclamer 600.000 H.L.M. et d'en rester là ; il ne s'agit pas de remplacer les bidonvilles par des villes-bidons... L'urbanisme est un acte politique qu'il faut aborder globalement (emplois, transports, activités socio-culturelles, idéologie, lutte de classes...).

Il y a des besoins objectifs et élémentaires insatisfaits.

Il y a des besoins correspondant au mode de vie privée et sociale,

Chacun doit pouvoir choisir son mode de vie,

Chacun doit avoir la possibilité de participer aux choix de la collectivité, ce qui suppose une démocratisation des structures politiques et administratives (comité de quartier, conseil de résidents.)

Il faut décrire l'Urbanisme du profit et ses 100 petits scandales (architectes payés en % du prix total, d'où intérêt à un prix élevé, détournement du coefficient d'occupation des sols...).

Il faut analyser l'Urbanisme de l'ennui. Haussmann faisait de grandes avenues pour « peigner Paris à la mitrailleuse », aujourd'hui on construit autour des postes de télévision. Tout concourt à isoler chacun.

Il fut aussi question de la politique Chalandon qui va irrémédiablement hypothéquer l'avenir.

L'attitude du P.C.

Les camarades communistes du P.C.F. avaient aussi tiré pour la circonstance un tract long, étoffé, ce tract, que nous aurions aussi bien pu signer, s'attaquait à la politique du logement du gaullisme, aux déclarations de Chalandon et proposait des solutions. Mais épargnant les réactionnaires locaux ce tract ne s'attira pas les foudres de la S.E.R.M., David n'étant qu'un neutre et innocent administrateur. S'il est bien de faire cette analyse et ces propositions sur le plan national, nous pensons qu'il est encore mieux de traduire cela concrètement sur le plan local et d'en tirer des conclusions pour notre action quotidienne. L'antigaullisme de David, ou son éternel discours contre les technocrates ne doit pas masquer la réalité.

La presse locale

Après le tract injurieux de la S.E.R.M. et notre réunion publique il nous fallait faire le point, surtout pour les Mantais qui, n'étant pas venus à notre réunion, n'avaient entendu qu'un son de cloche. Ne voulant pas poursuivre une polémique sans intérêt avec la S.E.R.M. il nous sem-

bla qu'un simple communiqué dans la presse locale suffirait. « Le Courrier de Mantes » refusa net, comme il avait refusé d'annoncer notre réunion. Il est vrai que ce journal est contrôlé par l'homme-orchestre de Mantes, J.-P. David... « Le Parisien Libéré » (édition Mantes) accepta le texte, mais ne le publia pas. Quant au journal « de gauche » « Paris-Normandie » (édition Vexin-Mantois) il nous expliqua qu'il ne pouvait pas, la vie locale étant la chasse gardée des notables. Nos communiqués passeront tant qu'ils concerneront le plan national ou emprunteront un ton technocratique. Comme le tract du P.C. (qui, lui, fut publié). D'ores et déjà, la section rédige un communiqué sur le sexe des anges et nous avons bon espoir qu'il passera...

P.S.U., connais pas

Comme tous les maux de la France viennent d'un Juif allemand, tous les maux de Mantes viennent d'agitateurs venus tantôt de Rouen, tantôt de Sarcelles. A Mantes « la vie est tranquille ». Mais alors pourquoi ce tract hargneux contre le P.S.U. ?

Pour nous la campagne du parti sur ces questions continue, nous en restons là pour la guerre de communiqués. Chère S.E.R.M., cher David merci quand même pour la publicité !

Rénovation syndicale

Revue mensuelle

Pour le renouveau du syndicalisme enseignant
En vente à Tribune Socialiste
Numéro triple : 2 F

Bulletin d'adhésion au P.S.U

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizalre.

Maquette
Claude Picart

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
30.000 exemplaires

Hebdomadaire du P.S.U.

Rédaction - Administration et Publicité :

54, Bd Garibaldi Paris (15^e)

Téléphone :

Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil

28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
81, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

LA MOUETTE

(Angl. V.O.)

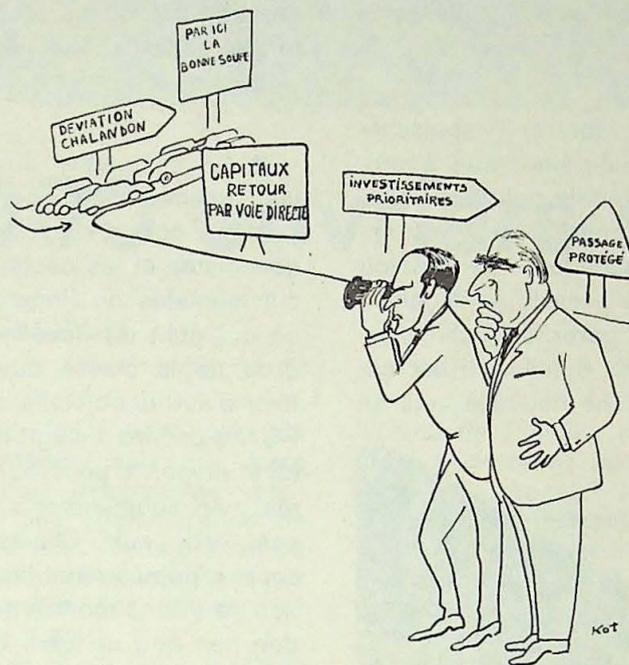
Frapper et non gemir

Jean-Marie Vincent

Léo Hamon, porte-parole de l'Elysée et du gouvernement, a déclaré récemment que les incidents entre membres de la majorité et du gouvernement étaient clos. Personne pourtant ne croit que, de malaise en désenchantement, et chacun essayant de tirer la couverture à soi, les affrontements de nos gouvernants vont cesser de si tôt. Les rivalités de cliques, les querelles personnelles sordides témoignent en fait d'inquiétudes profondes quant à l'avenir, de doutes sérieux sur le bien-fondé des mesures prises. Apparemment le gouvernement a une politique cohérente, il veut jouer à fond sur le ressort du profit, rentabiliser au maximum le secteur public, aiguiller le syndicalisme vers des marchandages à l'américaine ou à l'allemande (contrats de progrès, etc.).

Mais on se demande un peu partout s'il a les forces et les moyens pour la mettre en œuvre, s'il peut entre autres unifier les couches sociales qui sont censées le soutenir et forger à partir de l'U.D.R. et des centristes raliés l'instrument politique nécessaire pour la faire accepter. Le moins qu'on puisse dire est que le courant passe difficilement. La masse des élus et des notables U.D.R. n'est en réalité capable que de réactions négatives : de haine et de peur contre tout ce qui rappelle le mouvement de mai 1968, de hargne et de méfiance contre tous ceux qui viennent réduire sa part du gâteau. Les centristes à la Duhamel, les républicains indépendants à la Giscard, s'ils se permettent moins de critiques ouvertes, n'en sont pas pour autant des chantres enthousiastes de la politique gouvernementale. Leur prudence confine souvent à la réserve. Ils veulent savoir de quoi demain sera fait.

C'est en tenant compte de ce climat qu'il faut juger les dernières élections partielles. Les candidats dits de la ma-



majorité ont été réélus facilement dans cinq circonscriptions mi-urbaines, mi-rurales et M. Couve de Murville a été mis en ballottage par notre camarade Michel Rocard dans les Yvelines, c'est-à-dire dans une zone fortement urbanisée. Il est très difficile cependant d'y voir un succès gouvernemental pour la bonne raison que chaque candidat gaulliste ou néo-gaulliste s'est bien gardé de défendre à la lettre la politique du gouvernement. Les uns se sont présentés comme des fidèles du général, les autres ont fait valoir leur brillante individualité comme Edgar Faure par exemple, grand spécialiste de l'élevage dans le Doubs, après l'avoir été de l'Education nationale dans les locaux de la rue de Grenelle. A tout prendre, malgré la progression de Pierre Messmer dans la Moselle, l'Elysée et Matignon n'ont guère de raisons pour crier victoire. La France des grèves et des manifestations était très largement absente de ces élections et on ne peut considérer sérieusement qu'elle a été consultée. Les partielles du mois d'octobre 1969 ne répètent pas juin 1968.

En outre, plusieurs remarques intéressantes peuvent être faites. D'abord les jérémiades sur la division de la

« gauche » n'ont pas empêché que, pris ensemble, les candidats se réclament du socialisme (P.C.F., P.S.U., P.S.) aient en général augmenté leur pourcentage. Le centrisme est la grande victime de ces élections et de cette polarisation progressive des forces à droite et à gauche. Au sein de ce qu'on appelle la gauche, les déplacements méritent également d'être notés. Le déclin du parti socialiste continue de s'accroître et on voit mal par quel miracle il pourrait être stoppé. Par contre, le P.S.U. poursuit sa progression (et cela quoique le P.C.F. maintienne ses positions à peu près partout). Après les municipales partielles de Nancy l'été dernier, après la campagne Delpirou dans le Cantal, les résultats obtenus dans les Yvelines par Michel Rocard et les succès remportés pour l'implantation du parti dans les autres circonscriptions montrent qu'il est possible de sortir des sentiers battus en effectuant une percée politique. On peut certes souligner la crise des formes d'organisation du mouvement ouvrier, mais en même temps on doit reconnaître que quelque chose de nouveau est en train de germer. Cela signifie en clair que tous les refrains sur la « simplification » de la vie politique, sur le caractère inéluctable des regroupements (unité traditionnelle de la gauche allant à l'encontre de l'unité réelle des travailleurs) doivent être pris pour ce qu'ils sont, des thèmes idéologiques au service de la classe dominante.

Aujourd'hui le scepticisme, les petites précautions, la prudence ne sont plus de mise. Face à un pouvoir qui commence à ne plus croire en lui-même, il s'agit, non de s'enfermer dans l'arithmétique électorale, mais de redonner le goût de vaincre à tous ceux que le capitalisme exploite et opprime. Il faut frapper et non gemir !

Un succès socialiste

Gérard Féran

Si nous étions du « nouveau » Parti Socialiste, le succès que constitue l'arrivée de Michel Rocard en seconde position derrière Couve de Murville aurait la saveur feutrée d'un possible siège à l'Assemblée nationale. Mais nous ne nous sommes pas battus pendant des années pour expliquer que la lutte électorale n'avait pas de signification en elle-même ; qu'elle ne servait qu'à exprimer un rapport de forces et à susciter une plus grande conscience politique des travailleurs, pour oublier d'un coup nos critères d'analyses. Le succès remporté par le Parti dans les Yvelines doit être jugé de la même façon que les autres luttes non électorales menées par nos camarades travailleurs ou étudiants. De même, la relative stagnation des autres candidats du Parti par rapport à 1967 (même si le pourcentage est supérieur à celui des Présidentielles) doit nous rappeler que le rapport de forces en notre faveur est loin d'être acquis. Quelles sont donc les caractéristiques qui nous permettent d'affirmer que le succès des Yvelines est une victoire socialiste ? Elles tiennent à deux faits : d'une part aux objectifs politiques de la campagne et à leur résultat positif ; d'autre part à la méthode de lutte employée pour mener le combat contre Couve.

Les objectifs politiques ont été réalisés

a) Il s'agissait d'abord d'atteindre un « seuil de crédibilité » permettant aux forces populaires de croire réellement à la capacité du Parti de mener des luttes politiques d'envergure. Cette crédibilité ne se limite pas, c'est une évidence, à la campagne électorale. Nous connaissons trop de travailleurs qui approuvent nos objectifs politiques, mais qui hésitent à travailler avec nous du fait de notre position minoritaire pour négliger l'impact du 19 octobre. Dans les Yvelines, la preuve a été faite que

le PSU n'était pas un parti peuplé « d'intellectuels sympathiques mais sans aucun pouvoir ». Ce n'est pas négligeable.

● Il fallait montrer l'impuissance de la social-démocratie à proposer des objectifs politiques convaincants. A l'heure où « les socialistes » accèdent au pouvoir en Allemagne avec la seule ambition de mieux gérer la machine capitaliste (cf. K. Schiller) il est capital d'ouvrir une nouvelle voie en



D.R.

France. Le socialisme « moderne et réaliste » a obtenu 1,9 % des voix dans la 4^e circonscription.

Ailleurs il a subi partout une baisse sensible. Il ne s'agit certes pas d'engager des polémiques stériles avec un parti qui peut compter dans ses rangs d'authentiques militants socialistes. Mais il fallait lutter pour que les objectifs politiques fussent clairs : nous aurions pu éviter les 3/4 % du Doubs ou les 3,88 de la Sarthe en passant des accords de désistement purement électoraux. Mais l'expérience prouve aujourd'hui qu'il vaut mieux se battre longuement sur un programme socialiste qu'être élu dans la confusion. Que ceux qui voient

dans le succès de Rocard le relais d'une social-démocratie vieillie par une autre plus jeune et dynamique perdent leurs illusions ! Ils se trompent de porte !

● La campagne du PCF dans les Yvelines a été une diffamation continue contre « les gesticulations gauchistes et les déclarations anti-communistes de Rocard ». En fait ce qui était en question c'était le droit de la classe ouvrière à se fixer d'autres objectifs que ceux du PC. Là encore il s'agit d'un combat loyal et non d'un échange d'insultes : en augmentant sensiblement ses voix aux Clayes, principal secteur populaire de la circonscription, le PSU a montré qu'il n'entendait pas être un parti de « jeunes cadres », mais que sa lutte prioritaire se situait au sein de la classe ouvrière.

● Il fallait montrer qu'il était possible de faire échec à la gestion gaulliste à partir d'une critique précise du capitalisme contemporain. C'est pour cette raison que nous terminons par ce critère alors que la logique de « l'Unité de la Gauche » aurait dû le placer en tête. Le combat du second tour entre Rocard et Couve de Murville ne sera pas celui des « Républicains » contre le « Pouvoir personnel », il mettra aux prises deux conceptions radicalement différentes de la société : socialisme et capitalisme. Et il faut croire que le débat ne doit pas trop enchanter l'ancien Premier ministre puisqu'il a jusqu'ici refusé toute confrontation contradictoire !

La réalisation de ces objectifs politique est donc une victoire socialiste. La façon dont ils ont été réalisés le confirme.

La méthode de lutte

Toute campagne nécessite qu'un rapport de forces suffisant soit affirmé : ce fut le résultat d'un collage particulièrement intensif et mili-



tant et des distributions de tracts. Mais sa principale caractéristique fut d'être une lutte idéologique. Il ne s'agissait pas de se battre à coups de citations révolutionnaires, mais de lutter au niveau où la mystification politique du capitalisme est la plus insidieuse : celle des rapports entre la vie quotidienne et le combat politique. Dans les marchés, lors du porte à porte, partout où des discussions pouvaient s'engager, il s'agit de rendre évidente une exploitation qui n'était perçue que comme une fatalité. Cette élection est positive parce qu'elle a permis un réel progrès dans la conscience des luttes à mener. Car le principal obstacle c'est celui du silence et de l'isolement : dans les Yvelines des gens se sont mis à parler avec d'autres de leurs problèmes et ils ont compris que seule leur propre lutte pouvait les résoudre. Ce n'est sans doute pas la totalité des 5.116 électeurs PSU, mais c'est déjà un progrès considérable.

Sur ces bases, la bataille du second tour peut être gagnée. Mais le PSU resterait-il sans député à la Chambre que l'essentiel du combat socialiste aurait été mené à bien. C'est ce même combat que nos camarades de la Savoie, de la Sarthe, de la Moselle et du Doubs ont entamé. Il n'est pas inutile : le résultat des Yvelines, acquis après trois ans d'efforts, en est la preuve. □



Collombert

3.000 ouvriers sur le pavé

Michel Camoujs

Montargis, jolie petite ville de 18 000 habitants, mais qui, avec les communes industrielles voisines, forme une agglomération de 45 000 personnes. Sous-préfecture du Loiret, mais très liée à Paris par les mouvements des hommes et des marchandises.

En bordure de la ville, à Chalette-sur-Loing, l'usine Hutchinson fabrique depuis plus d'un siècle des produits caoutchoutés. C'est en effet en 1853 qu'un Américain du Massachusetts, Hiram Hutchinson, racheta de vieilles papeteries déjà centenaires : on a ses titres, même en matière d'investissements américains ! Ceci pour dire que la formation du prolétariat et la lutte ouvrière y sont très anciennes. Avec ses 3 000 ouvriers, elle est l'usine la plus importante de la région ; la C.I.T. (matériel de télécommunications) qui vient immédiatement après n'en compte que 800. De nombreux étrangers : Algériens, Polonais, Espagnols, Turcs.

La crise

Depuis longtemps l'entreprise battait de l'aile : direction vieillotte, investissements très faibles, matériel à bout de souffle. Les effectifs baissent lentement de 5 500 ouvriers en 1955 à 3 100 en 1967. Il arriva ce qui devait arriver : l'année dernière, Hutchinson fut rachetée par le puissant groupe Sapiem-Perrier, celui-là même qui a lancé l'OPA sur Genvrain. Le nouveau propriétaire nomme une nouvelle direction de choc dont le plan est simple : rénover l'usine en liquidant la main-d'œuvre.

Première menace en mai 69 avec l'annonce de 140 licenciements. Les travailleurs se mobilisent : la direction n'insiste pas.

Septembre 69 : on apprend presque simultanément la fermeture de

l'usine de Puteaux (800 ouvriers), et la décision de licencier 360 ouvriers de l'usine de Montargis, dans le département de la chaussure. Grève immédiatement décidée par la C.G.T. et la C.F.D.T. le 23 septembre, suivie à 90 %. Des négociations s'ouvrent le 24 : les syndicats demandent l'annulation des licenciements, un salaire minimum de 750 F par mois, 8 % d'augmentation générale des salaires à titre de rattrapage de Grenelle ; le directeur propose d'annuler les licenciements en ramenant tout le monde à 35 heures, de fixer le salaire minimum à 600 F, et d'augmenter les salaires de 2 %, cette dernière mesure étant décidée depuis longtemps. Propositions inacceptables ; cependant les travailleurs décident à une faible majorité de reprendre le travail pour huit jours, le temps de mettre au point un cahier plus général des revendications.

Mais voici que le lendemain 25 septembre, la grève reprend dans quatre ateliers à l'initiative de militants C.G.T. ; il n'y a que 300 grévistes, mais leur arrêt de travail paralyse peu à peu toute l'usine en quinze jours. Dès le début, les grévistes ont occupé leurs ateliers, sans empêchement. Au bout de quelques jours, la Direction se durcit, et interdit l'accès des locaux aux grévistes ; bagarres ; les grévistes l'emportent et campent dans l'usine nuit et jour. La Direction refuse alors toute négociation.

Lock-out

Le 11 octobre, les quatre délégués C.G.T. passent devant le tribunal des référés qui prend un arrêt d'expulsion des occupants-grévistes et condamne la C.G.T. aux dépens. La grève a déjà coûté 1 milliard à l'entreprise ; la sa-

tisfaction des revendications aurait coûté 400 millions. La C.G.T. refuse d'obéir à l'arrêté.

Le 15, 250 C.R.S. arrivent de Paris en renfort de la police municipale et de la gendarmerie mobilisée avec hélicoptère. Toute manifestation publique étant interdite par le sous-préfet, les meetings ont lieu à l'usine. Le vendredi 17, la Direction envoie une lettre individuelle à chaque ouvrier pour l'engager à se désolidariser des grévistes, elle licencie purement et simplement six leaders syndicaux ; elle fait courir la menace d'une fermeture définitive de l'usine, avec dispersion des activités dans sept usines différentes en France, le département le plus visé — celui de la chaussure — devant s'installer à Châtellerault.

Un patronat sauvage

Devant une menace aussi grave, les syndicats décident alors d'élargir leurs appuis. Ils forment un « comité de défense de l'emploi et des libertés », où figurent le P.C., le P.S.U., la F.E.N. et différents clubs et organisations connues dans la ville. Lundi 20 : l'atmosphère est lourde à Montargis, car la direction doit faire connaître sa décision le soir même, tandis que le Comité discute de la réplique à lui donner.

Hutchinson - Montargis, vieille usine où après dix ans de maison, certains travailleurs ne gagnent encore que 550 F par mois ; vieille entreprise où un patronat sauvage décide froidement de mettre à la rue 3 000 ouvriers parce qu'ils ont osé faire front. Dans ce combat, où les camarades du P.S.U. sont au premier rang, c'est tout un régime qui est en cause. Aux dernières nouvelles le gouvernement a fait intervenir la police contre les grévistes installés dans l'usine. A suivre. □

Du plan calcul au plan Dassault

Les premières nationalisations d'entreprises de la construction aéronautique ont été effectuées en fonction des besoins de la Défense nationale. Elles étaient également justifiées sur le plan des matériels civils : le rôle de l'Etat est prédominant, qu'il s'agisse de crédits directement affectés à la recherche et à la construction militaire, des achats d'Air France ou des accords bilatéraux à l'exportation. Les choses ont beaucoup évolué depuis lors : le secteur privé a le monopole du matériel militaire et du développement commercial, aucun avion d'Air France n'est équipé de moteurs français, on se prépare à « réorganiser » le secteur public qui, une fois de plus a fait preuve de mauvaise gestion.

L'industrie aéronautique traverse effectivement une crise que l'on prévoyait depuis plus de cinq ans et, comme on pouvait également le prévoir le secteur public en subit seul les conséquences. Lorsqu'il sera pratiquement éliminé, il sera temps de reconstituer le potentiel national à l'aide d'un plan « aviation » analogue au « plan calcul ». Mais qui subventionner encore une fois si ce n'est les entreprises les mieux gérées. Dassault et Turbomeca ? Ce scénario a été préparé de longue date.

Le démantèlement du secteur public

Dès l'origine, les entreprises nationales ont posé un problème au pouvoir bourgeois qui, pour des raisons politiques ne pouvait pas rendre ce secteur à ses « légitimes propriétaires ». Pour cette raison il a conservé la fiction de la nationalisation — mais nationalisation en régime capitaliste n'est pas socialisation, le mois de mai en a apporté la preuve — et a usé de sa double qualité de propriétaire et de client unique pour en limiter progressivement la portée, en démontrant la mauvaise gestion et en préparant le démantèlement.

La première action fut de limiter les ressources propres des entreprises de façon à les lier strictement aux dépenses budgétaires. Elles étaient ainsi menacées par chaque aléa conjoncturel et mises dans l'incapacité de mener une politique autonome à long terme qu'il s'agisse de recherche ou de production. La seconde fut de paralyser l'industrie des moteurs de forte puissance, d'abandonner les turbopropulseurs aux Anglais et les petites turbines à Turbomeca. Alors que Rolls Royce a tiré plus de profit que Sud Aviation de la vente de Caravelle, la Snecma a été condamnée à travers des programmes incohérents à travailler sur des moteurs étrangers, à acheter des licences et à ne faire que de la recherche appliquée. Aujourd'hui encore on ne lui propose que la partie arrière du moteur de Concorde. Dans ces conditions malgré l'avance technique que possède la France dans le domaine des cellules, il n'y avait d'autres possibilités que de mettre en valeur les réalisations américaines et anglaises avec toutes les limitations que cela implique pour l'exportation, qu'il s'agisse de la Chine ou des Etats-Unis, le seul programme conduisant à la réalisation d'un avion « 100 % français » était entièrement axé sur la production de Dassault !

L'intérêt présenté par le potentiel public n'a en fait été exploité que pour renforcer la compétitivité du secteur privé, pour réaliser des opérations de prestige et, plus prosaïquement, pour racheter dans des conditions fort intéressantes des entreprises privées au bord de la faillite.

Une mauvaise gestion délibérément choisie au niveau de l'Etat, interdisant toute initiative au niveau de l'entreprise, ne pouvait qu'accroître le contraste avec les effets de la bonne gestion du secteur privé.

Une industrie rentable

Car le secteur privé était au même moment en pleine renaissance profitant à la fois de l'orientation donnée au secteur public et de l'afflux des commandes de l'Etat. Un secteur sur qui ne pesaient ni les

contraintes politiques, ni l'incertitude inhérente aux grands programmes ni surtout la prise en considération de critères étrangers au profit. Des entreprises qui pouvaient librement choisir leurs études et leur production en fonction des débouchés commerciaux et profiter de l'archaïsme des règles de la comptabilité publique pour bénéficier, outre leurs capitaux propres, de moyens financiers pléthoriques. Qui pouvaient pousser très avant l'étude d'un matériel purement civil à partir de contrats d'études purement militaires. D'entreprises enfin qui pouvaient exiger l'assurance de commandes importantes pour rendre possible le succès de leurs opérations de concentration.

Et maintenant ?

Délibérément handicapées devant un secteur privé délibérément privilégié par l'Etat lui-même, les entreprises nationali-

sées sont aujourd'hui associées à l'anathème qui frappe le secteur public. Elles sont condamnées pour mauvaise gestion au nom des critères de rentabilité capitalistes. Quelle qu'en soit la valeur, le personnel va être « comprimé », le potentiel industriel va être « réorganisé ».

La riposte immédiate des travailleurs doit être exercée sur le mot d'ordre juste de contrôle ouvrier. En l'occurrence cela signifie s'organiser pour refuser les impératifs de la politique gouvernementale, et paralyser ses plans de réorganisation, tout cela sans se laisser impressionner par des arguments dits techniques.

Mais ils doivent savoir qu'il n'existera pas de solution durable, pas de politique véritable de l'aéronautique, avant la prise du pouvoir d'Etat.

M. C.

Les luttes à la SNECMA

• Difficultés à Bois Colombes

Hispano-Snecma à Bois-Colombes vient de vivre une grève de 48 heures. Les raisons de cette grève, et la manière dont elle a été déclenchée et menée expriment un certain nombre de contradictions.

Les premières proviennent du rôle de l'usine dans l'industrie française. En 1957, elle employait 5.500 ouvriers et techniciens, en 1969 il en reste 3.200, dont 1.200 techniciens et 400 cadres. Le secteur non aéronautique prend une place croissante.

Face à cela, le P.C. et la C.G.T. ont traditionnellement lutté pour le « développement d'un plan aéronautique ». L'usine Hispano-Snecma a longtemps eu une valeur de test pour les directions de ces deux organisations.

Du fait d'une assez grande liberté syndicale, la C.G.T. est fortement implantée. Cependant, avant le mois de mai 68, à la tendance orthodoxe s'opposait une gauche, qui s'est vue exclue, ou a démissionné spectaculairement en mai.

Depuis la C.G.T. a été soumise à des critiques continues, et certains de ses militants l'ont lâchée.

Un front commun composé de marxistes-léninistes, de militants de « Lutte ouvrière »,

et des militants du P.S.U. s'est constitué.

Outre l'ébranlement de la C.G.T., le mois de mai a entraîné la prise de conscience d'un certain nombre de cadres, de leur impuissance face aux phénomènes sociaux de l'insécurité de leur emploi. Les cloisons hiérarchiques ont commencé alors à être abattues.

C'est pourtant la C.G.C. qui a bénéficié de cet ébranlement, et qui a organisé la grève de 48 heures, doublant, lors d'un meeting organisé avec la C.G.T., la C.F.D.T., F.O., le nombre de ses partenaires.

Le mouvement a provoqué de nombreuses discussions parmi les syndiqués en particulier la volonté de freinage de la C.G.T. a été une nouvelle fois soulignée. La volonté des travailleurs a été nettement marquée de lancer des actions spectaculaires et globales qui seules seront déterminantes, qu'il s'agisse de lutter contre les licenciements comme c'était le cas, ou contre toute autre offensive du patronat. Cela, un certain nombre de syndiqués à la C.G.T. le savent, et cette organisation sera obligée d'en tenir compte.

R. G.

• Amorce à Villaroche

Le 7 octobre un tract syndical est venu réveiller le personnel : « La grève totale, comme en mai 68 », et une manifestation sur Paris sont proposées pour s'opposer aux licenciements. Les travailleurs en discutent entre eux, demandent des explications ou des prises de position à leurs syndicats.

Le 13 octobre, la direction réunit le comité central d'entreprise pour lui annoncer 755 licenciements dont 269 à Villaroche : le centre d'études, d'essais et de fabrication des prototypes est le plus durement touché.

Le 14, la quasi-totalité des 3.300 salariés de Villaroche est réunie en assemblée générale. La C.G.T. fait voter les options suivantes :

« Pour la reprise du travail » : 60 % des voix ;

« Pour une manifestation locale à Melun » : 85 % des voix.

La C.G.T. fait ensuite voter sur la question :

« Pour une manifestation de toutes les usines Snecma à Paris avant le 17 octobre » : 99 % des voix.

Le 15, manifestation à Melun, très réussie : 2.500 participants, dépôt d'une motion à la Préfecture dont les gardiens ferment la porte au nez de la délégation !

Le soir même, intersyndicale inter-Snecma à Paris : impossible de fixer une date pour la manifestation à Paris...

Réaction immédiate des travailleurs de Villaroche, dont le vote du 14 n'a pas été

pris en considération : à la suite du tract C.G.T. du 16 expliquant qu'une « manifestation à Paris serait prématurée », l'appareil C.G.T. est submergé de demandes d'explications et l'appareil C.F.D.T. se voit poussé de tous côtés à organiser seul, au besoin, cette manifestation à Paris...

Le 17, nouveau tract C.G.T. à Villaroche : « MAINTENANT, PARIS ! »

Le 20, tract C.F.D.T. : « Oui à l'unité d'action, non à l'unité d'inaction ».

Cette manifestation à Paris, ce sont les travailleurs de Villaroche eux-mêmes qui l'auront imposée de la base. Sauront-ils imposer aussi rapidement la coordination des luttes dans toute l'aéronautique menacée par les technocrates qui la jugent « non rentable » ?

• Licenciements à Corbeil

Cette usine a été construite cinq ans trop tôt, et travaille en grande partie sur bons blancs. Pour combler les trous dans le plan de charge, on y fabrique, entre autres, des roues pour le métro de Mexico à 150 francs de taux horaire, avec les machines et la main-d'œuvre aéronautique hautement qualifiée.

270 licenciements en vue sur 3.800 personnes...

Les travailleurs de Corbeil, récemment « déménagés » de l'usine du boulevard Kellermann, n'acceptent pas ces licenciements.

P. G.

La recherche à la sauce " industrielle "

« La part de la recherche fondamentale doit rester importante », déclarait M. Ortoli, dans sa conférence de presse du 13 octobre. Une petite phrase « rassurante » glissée dans une conférence qui dura plus d'une heure et qui fut consacrée pour l'essentiel à la « politique industrielle ». Il est clair que la séance n'est pas la préoccupation dominante du nouveau ministre du Développement industriel et scientifique.

Peu lui importe si les laboratoires français, brutalement atteints par les blocages de crédits du 1^{er} août dernier, sont souvent dans l'impossibilité de travailler. Dans les laboratoires de biologie, les animaux meurent faute de nourriture. Déjà rogné en novembre 1968, puis encore amputé par les blocages de crédits de cet été, le budget de 1969 est tel que les objectifs du V^e Plan ne seront réalisés qu'à 75 %. Or ce coup de frein est encore accentué dans le budget soumis à discussion pour 1970.

Le gouvernement parle de « paillier » ou de « pause » imposés par la conjoncture, et affirme qu'en 1971 la recherche redémarrera en flèche.

Mais en réalité, dans la recherche comme dans d'autres secteurs (Education nationale), l'austérité est l'occasion — ou le prétexte — d'un changement de politique. Sa concession faite à la recherche fondamentale, M. Ortoli a surtout parlé de « gestion » et de « rentabilité ». Sa conception de l'avenir du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) est, à cet égard, éclairante : il doit apporter son soutien à l'industrie, sur des objectifs définis en fonction des seuls intérêts du capitalisme, devenir un centre de technologie avancée travaillant pour l'industrie, au détriment de la recherche.

La recherche redémarrera peut-être en 1971. Mais quelle recherche ? Et en attendant, nombre de laboratoires sont quasiment « en vacances ».

Là, comme dans les entreprises, il appartient aux travailleurs de revendiquer le contrôle des objectifs et des moyens de la recherche. C'est la politique que défendent certains de nos camarades au sein du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques. Nous leur donnons la parole.

A.-M. Lefranc



Elie Kagan

A l'appel de 30 organisations syndicales (CGT, CFDT, CGT-FO, FEN, CGC) l'ensemble du secteur public de recherche civile a manifesté son mécontentement par une quinzaine d'actions conclues, le vendredi 10 octobre, par une journée nationale de manifestation.

Mobilisés par les mesures d'austérité, dont l'effet est particulièrement dramatique dans la recherche, les travailleurs de ce secteur manifestèrent en même temps leur inquiétude devant l'évolution de la politique scientifique.

Liquidation de la recherche « gaulliste »

Le secteur de recherche publique regroupe aujourd'hui plus de 100.000 travailleurs (chercheurs, ingénieurs, techniciens ou administratifs), dans une quinzaine d'organismes divers.

Ce secteur a connu, sous le gaullisme, une expansion réelle, puisqu'en 10 ans les crédits consacrés à la recherche ont quintuplé. Mais cette expansion s'est faite sur les choix politiques caractéristiques du gaullisme :

- recherche d'un certain prestige et d'une certaine « indépendance » (force de frappe, plan calcul, etc.) ;

- développement des échanges internationaux (avec l'Allemagne de l'Ouest et l'U.R.S.S. principalement) ;

- croyance dans la rentabilité à court terme de la recherche, d'où une politique relativement favorable à la recherche fondamentale ;

- intervention directe du gouvernement sur l'orientation de la recherche au moyen de contrats passés directement avec les laboratoires ;

- accroissement du budget de recherche militaire ;

- transfert des décisions d'orientation à des commissions ministérielles composées de personnalités nommées.

Prenant argument sur les « échec » de cette politique (« échec » de la filière française de centrales nucléaires, « échec » commercial de la télévision couleur française, craintes sur l'avenir commercial du Concorde), le gouvernement prépare la liquidation de cette politique. Il renonce aux objectifs de prestige et d'indépendance nationale, mais il en conclut que la part de la recherche fondamentale doit décroître au profit de la recherche industrielle. Là, comme dans le domaine du téléphone ou des autoroutes, il envisage de transférer une partie de la recherche au secteur privé, pour la soumettre aux lois « saines » de la libre concurrence ! En même temps il vise à créer un volant de chômeurs scientifiques pour inciter les chercheurs à s'orienter vers des recherches plus conformes aux désirs du pouvoir (en sciences humaines notamment).

Ainsi l'échec des objectifs nationalistes mis en avant par le gaullisme (échec qui concerne d'ailleurs davantage les capacités d'industrialisation et de commercialisation que la recherche elle-même) sert d'argument à une « reconversion » vers une recherche rentable, reconversion qui prend l'allure d'une liquidation.

Auprès de l'opinion publique, elle est justifiée par les « échecs », au terme d'une mise en condition savamment orchestrée dans la presse. Au nom de l'austérité, les crédits d'équipement non engagés au 1^{er} juillet ont été réduits de 75 % et le budget de fonctionnement de l'année a été réduit de 15 %. De plus, l'embauche est bloquée jusqu'au 1^{er} janvier 1970. Ces mesures ont pour conséquence immédiate la mise en sommeil de la plupart des laboratoires et, à plus long terme, un retard irrattrapable dans les programmes de recherche.

La riposte des travailleurs

Jusqu'à présent, les travailleurs de la recherche ont réagi par une série d'actions :

- grève de deux jours au laboratoire d'océanographie de Banyuls ;

- grève à l'INRA, durement touchée par l'« austérité » ;

- action auprès des directions des laboratoires pour évaluer l'impact des mesures de restriction et en tirer les conséquences politiques ;

- journée d'action du 10 octobre (4.000 travailleurs de la recherche, place de la République, à Paris ; de nombreuses manifestations en province).

Mais il existe de grosses difficultés pour coordonner et unir les luttes dans le secteur de la recherche, car les modalités d'action et les objectifs ne font pas l'unanimité. Cependant, la manifestation du 10 octobre est la première qui ait été menée par l'ensemble du secteur public de la recherche, avec toutes les organisations syndicales. Malgré son caractère corporatif, cela présage, pour l'avenir, de bonnes possibilités de mobilisation.

Mais, dans l'avenir, s'ils veulent s'opposer à la politique de recherche du pouvoir, les travailleurs scientifiques ne pourront le faire sans remettre en cause la nature même de ce pouvoir. C'est dire qu'ils ne pourront défendre la recherche telle qu'elle est — ou plutôt a été — : nationaliste, militarisée, livrée à l'industrie dans certains secteurs.

Ils devront s'unir et se battre pour un projet socialiste basé sur une stratégie offensive du « secteur de la recherche publique ».

Éléments de stratégie

Cette stratégie, ils devront l'élaborer et la discuter ensemble. Et pour amorcer cette discussion, sans attendre que le gouverne-

ment ait complètement démantelé la recherche publique, voici quels nous paraissent être les objectifs essentiels qui doivent orienter les luttes des chercheurs :

- Le secteur de la recherche publique doit comprendre l'ensemble des organismes de recherche à temps plein. La partie Recherche de l'Enseignement Supérieur (et notamment la part la plus importante de son financement) doit y être rattachée.

- La recherche pour être au service de l'ensemble de la nation, au même titre que l'Éducation Nationale ou la Santé Publique, doit être un service public.

- Il faut s'opposer à toute dénationalisation du secteur de la recherche publique. Dans le cadre des perspectives socialistes il faut préserver cette structure pour qu'elle puisse être facilement intégrée, après les transformations indispensables, dans le cadre d'une société socialiste lors de la prise du pouvoir par les travailleurs.

- Il existe dans la plupart des organismes de recherche des structures démocratiques qui donnent aux travailleurs des moyens d'assurer un réel contrôle, notamment pour qu'ils résistent aux pressions qui visent à utiliser leur travail à des fins condamnables.

- La recherche constitue une activité productive importante. Les travailleurs scientifiques doivent bénéficier d'une garantie d'emploi qui :

- a) doit les mettre à l'abri des pressions politiques (et elles sont nombreuses dans certains secteurs : recherche atomique, sociologie, économie...);

- b) doit remettre en cause la hiérarchie dans le travail (de plus en plus la recherche se fait en équipe).

C'est sur des objectifs clairs de ce type que les travailleurs scientifiques devront mener leurs luttes s'ils veulent que leur existence même ne soit plus perpétuellement remise en cause. □

Confrontations sur le Moyen-Orient

Henry Rosengart

Dans un récent numéro de T.S. nous prévenions nos lecteurs qu'il serait répondu à un « abondant courrier » sur la question du Moyen-Orient. Il nous faut d'abord nous excuser d'avoir parlé de courrier « abondant » — qualificatif excessif, puisqu'il n'y a eu en tout et pour tout que 10 camarades pour avoir bien voulu, depuis le début de l'année, nous faire part de leur point de vue. Parmi eux, cinq se trouvent en profond désaccord avec nous ; les cinq autres abondent dans notre sens. Nous pourrions, selon l'usage, reproduire sans commentaire sinon la totalité des textes reçus (aucun journal ne peut se le permettre ; certaines lettres sont si longues que quatre pages de T.S. suffiraient à peine à les reproduire toutes intégralement), du moins de larges extraits de chacune d'elles, en établissant un « harmonieux » équilibre entre le « pour » et le « contre » et en laissant entendre — selon l'usage, toujours — que ce courrier est l'expression réelle d'une crise qui agite des milliers de lecteurs et qu'un journal impartial se doit de refléter dans ses colonnes. Nous ne procéderons pas ainsi. Il nous paraît beaucoup plus positif (car T.S. est un journal militant) de tenter de dégager, parmi les lettres reçues, les idées politiques que nous jugeons profondément erronées et d'y répondre. En d'autres termes, nous ne laisserons ici la parole qu'aux camarades en désaccord avec nous. Bien qu'ils n'aient été que cinq à nous écrire, leurs lettres expriment de toute évidence le point de vue le plus répandu en France — si répandu même que la quasi-totalité de la presse (l'extrême gauche est seule à faire exception) le reprend à son compte.

Parmi ces lettres se dégagent au moins trois mythes (pour ne prendre que les plus importants car ils sont légions) enracinés dans les consciences et soigneusement entretenus par la propagande sioniste. Nous allons les passer en revue et y répondre, après avoir reproduit les extraits de lettres correspondants.

Premier mythe

Israël serait un pays démocratique, épris de paix, et s'opposant — comme la gauche s'oppose à la droite — à des États arabes féodaux, fascistes et militaristes.

C'est ainsi que le camarade Gourevitch, de Bagnolet, après nous avoir reproché une omission sur laquelle nous allons revenir à propos d'un autre mythe, affirme

« qu'aucune opinion non conforme aux thèses officielles n'est tolé-

rée dans les pays arabes dits « progressistes »

alors qu'au contraire

« les thèses pro-arabes peuvent être librement débattues en Israël ».

Notre camarade nous reproche de n'avoir pas mentionné ceci, qui lui semble être conforme à la vérité, dans l'article intitulé « De bonnes méthodes », où nous mettions en lumière deux faits qui sont si peu à la gloire du sionisme que le représentant en France du MAPAM s'est cru obligé de se désolidariser de l'un d'eux (les événements de Sarcelles). Autrement dit, la prochaine fois qu'il se passera un événement semblable à Francfort ou à Sarcelles, il nous faudra passer en revue la politique intérieure des pays arabes ! De la même façon, à supposer que des nervis viennent troubler une réunion sur Cuba, il ne nous sera pas permis de les dénoncer sans faire remarquer qu'aucune opinion « non conforme aux thèses officielles » n'est tolérée à Cuba, alors que dans la libre Amérique, en revanche, les thèses « pro-cubaines » peuvent être librement débattues ! Pourquoi d'ailleurs notre camarade limite-t-il sa dénonciation aux pays arabes ? Pour ce qui concerne en effet le « libre débat » en Israël, la lecture attentive du « Monde » lui donnerait déjà certains renseignements éloquentes. Pour plus amples informations, le camarade aurait intérêt à se reporter à la revue ISRAC (qu'il peut trouver chez Maspéro) publiée par le Comité d'Action Révolutionnaire Israélien à l'étranger — ou encore se mettre en rapport avec ce Comité où on lui expliquera pourquoi des révolutionnaires israéliens se trouvent aujourd'hui à l'étranger, et non en Israël où, paraît-il, les thèses « pro-arabes » peuvent être « librement débattues »... Mais laissons la parole à notre camarade :

« Certains d'entre nous en ont par-dessus la tête d'une telle mauvaise foi. Nous dénonçons la duperie qui consiste à considérer l'Égypte, la Syrie, l'Irak et l'Algérie comme des pays à tendance socialiste alors qu'ils sont gouvernés par des cliques militaro-fascistes imposant le parti et le syndicat uniques. Nous dénonçons la duperie qui consiste à s'indigner des tortures et des exécutions infligées aux opposants en Grèce et les passer pudiquement sous silence quand il s'agit des pays arabes. »

(Et les tortures en Israël, camarade ? Pourquoi ce « silence pudique » ?)

« Ces derniers viennent geindre et pleurer dans les instances internationales dès qu'on les égratigne

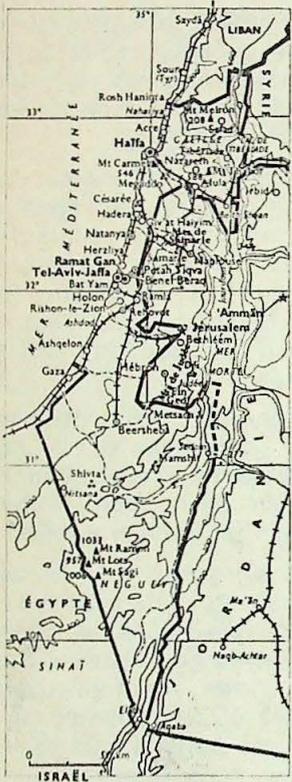
mais massacrent les Kurdes et les Soudanais du Sud quand ils sont les plus forts, sans qu'aucune publication de gauche n'élève la moindre objection. »

Ils viennent « geindre et pleurer dès qu'on les égratigne » et « quand ils sont les plus forts », ils « massacrent » ! ... Un petit livre abject est récemment paru, qui s'intitule « le Petit David ou Israël raconté aux enfants » (par Antomarchi et Schoumann, éd. Julliard) et où l'on tombe notamment sur l'image d'un Arabe, couteau entre les dents, attendant la sortie d'enfants juifs d'une école — dessin accompagné du commentaire : « Les Arabes ne sont pas courageux, mais méchants... » Non, ce livre n'est pas interdit en France. L'incitation à la haine raciale (et dans le domaine de la littérature enfantine !) est tolérée dans notre pays démocratique où toutes les « thèses » peuvent être « librement débattues ». Le camarade Gourevitch devrait se procurer cet ouvrage ; son « geindre et pleurer, etc. » y trouverait sa place, aux côtés de la phrase « ils ne sont pas courageux mais méchants »... Quant aux « égratignures », nous lui conseillons d'envoyer sa lettre aux habitants des villages arabes bombardés par l'aviation israélienne.

« Nous trouvons étrange que l'on traite de racistes des gens qui parlent d'Israël indépendamment admettant une immigration libre et que dans le même temps l'on trouve tout naturel qu'Arafat exige que la Palestine fasse partie de la nation arabe dans laquelle l'immigration des pays voisins soit une affaire de souveraineté interne. »

La "loi du retour" et ses effets politiques

Ce que le camarade appelle « immigration libre », le mouvement sioniste le qualifie depuis longtemps de « loi du retour ». Cette loi permet à tout Juif de devenir Israélien à tout moment, en conservant s'il le désire sa nationalité d'origine. En revanche, les Arabes sont si bien exclus de la terre qu'ils occupaient avant 1948 ainsi que des territoires où ils vivaient avant 1967 que tout « retour » leur est interdit. Comme le déclarait Dayan : « Que ce soit moral ou non, il n'y a physiquement plus de place pour eux. » Quant aux Arabes qui vivent encore sous l'autorité sioniste, ils sont si peu considérés comme citoyens à part entière qu'on trouve de plus en plus souvent dans « le Monde » ce genre d'entrefilet : « A Jérusalem, cinq Arabes, dont deux femmes, ont été



Le problème du Moyen-Orient partage toujours les esprits dans notre parti et il est évident que la résolution votée par le 5^e congrès ne permet pas de résoudre tous les problèmes posés. Le Bureau national du P.S.U. a déjà jugé qu'il était devenu impossible d'entretenir des relations officielles avec le M.A.P.A.M. (parti faisant partie de la coalition gouvernementale en Israël), en même temps il a pensé qu'il était nécessaire de saisir les instances régulières du parti de l'ensemble de la question. Une prochaine Direction politique nationale (D.P.N.) aussitôt après le Conseil national sera saisie d'un texte de la commission internationale sur la Palestine et le sionisme. C'est dans ce contexte de discussion que se situe l'article d'Henry Rosengart dont nous publions cette semaine la première partie.



expulsés vers la Jordanie pour avoir incité leurs élèves à manifester contre les autorités, et pour avoir été en contact avec les autorités palestiniennes. Il s'agit d'habitants de Naplouse et de Jenine » (« le Monde », 1-10-1969). Etranges citoyens à part entière, qu'on expulse dès qu'ils résistent aux autorités ! On nous rétorquera sans doute que nous exagérons : le tribunal militaire de Gaza ne condamne-t-il pas périodiquement des Arabes à des peines de prison ou de travaux forcés ? En effet, on ne les expulse pas tous. On nous fera peut-être aussi remarquer que le passeport israélien sera peut-être retiré à nos camarades de l'Organisation Socialiste Israélienne, comme vient de le réclamer un journal israélien. Comment alors accuser de racisme des gens qui appliquent la « loi du retour » jusqu'à ses ultimes conséquences politiques ? Il est vrai qu'un Ben Gourion n'hésitait pas à déclarer : « Nous ne voulons pas que les Israéliens se transforment en Arabes. Nous devons lutter contre l'esprit levantin qui corrompt les hommes et les sociétés et conserver les valeurs authentiquement juives qui se sont développées dans la diaspora. » Si ce genre de propos (nous pourrions multiplier les citations de ce type) n'est pas raciste, qu'est-ce que le racisme ?

Quant au second reproche de notre camarade (à propos de notre soutien à la résistance palestinienne et en particulier au Fath, organisation la plus importante de cette résistance) nous allons y revenir, dans un instant. Reproduisons d'abord (à l'exception du premier paragraphe sur lequel nous reviendrons) la lettre que nous a adressée le camarade Fanfani, de Bois-d'Arcy, en réponse à l'article « Résistance populaire ou Guerre sainte ? » : « Votre position pro-palestinienne, fondée sur une analyse politique,

est discutable et on peut en débattre ; par contre, n'est pas discutable, mais inacceptable la méthode qui consiste à tronquer et à censurer les faits et textes pour justifier cette position ; l'article de Henry Rosengart est une belle illustration de ce procédé.

« Dans cet article, en effet, le chroniqueur s'ingénie à faire croire que l'utilisation du fanatisme et de l'obscurantisme religieux est le fait des roitelets arabes et pour ce faire il passe purement et simplement sous silence les propos du « modéré » Nasser sur Israël, « ennemi de Dieu », ainsi que ceux des « socialistes » syriens et des dresseurs de potences « progressistes » d'Irak. Continuant sur sa lancée, Rosengart explique que les authentiques représentants de la résistance palestinienne, eux, n'apprécient guère tous ces propos obscurantistes et, à l'appui de son affirmation, il cite une déclaration de Yasser Arafat, laquelle déclaration est tirée d'un entrefilet du « Monde » du 2 septembre, d'où l'auteur de l'article a soigneusement expurgé les propos dans lesquels le leader d'El Fath qualifie l'incendie de la mosquée El Aqsa « d'acte barbare commis par Israël ». En reprenant cette accusation, El Fath rejoint le camp des fanatiques obscurantistes, mais il est vrai que la « Djihad » peut très bien être une « guerre sainte » laïque, si l'on en croit notre auteur... !

« Un peu plus de respect pour la Vérité et un peu moins d'obscurantisme seraient souhaitables aussi chez nous ! »

La passion politique aveugle tellement notre camarade qu'il ne s'aperçoit même pas que son reproche à mon égard se retourne contre lui-même ! En effet, pour « justifier sa position », il « passe purement et simplement sous silence » le communiqué du F.D.P.L.P. dont j'ai reproduit de larges extraits « à

l'appui de mon affirmation » — communiqué dont *Tribune* aura été, à ma connaissance, seul dans la presse à avoir fait état. La non-ambiguïté parfaite d'un tel communiqué s'inscrit, en effet, en faux contre la thèse du camarade Fanfani. Aussi le passe-t-il sous silence. On peut s'en étonner. Ce camarade n'a pas en effet les mêmes raisons que les collaborateurs de *Tribune* de mettre en lumière les faits les plus importants et de laisser provisoirement dans l'ombre ce qui exige, pour être bien compris, des explications politiques que, faute de place, il n'est pas toujours possible de fournir. A *Tribune*, comme dans tout journal, chaque rédacteur dispose d'un nombre limité de lignes (alors que le camarade Fanfani peut écrire une lettre aussi longue qu'il le désire...). En fait, ce camarade se fait de la « Vérité » une idée qui n'est pas sans rappeler celle qui sévit dans la presse bourgeoise, où l'on met sur pied d'égalité oppresseurs et opprimés, réactionnaires et progressistes — ceci non pas au nom de l'« objectivité », comme nos libéraux se plaisent à l'affirmer, mais parce que cette presse défend très concrètement une certaine politique qu'elle cherche à camoufler derrière le masque d'une prétendue « impartialité ». En politique, personne n'est impartial. C'est au nom de certaines convictions politiques que notre camarade me reproche de « tronquer et de censurer des faits et des textes », et non pas, comme il le laisse entendre, au nom du « respect pour la Vérité » (puisque lui-même se place en flagrant délit de « tronquage » !).

Réactionnaires et progressistes

Répondons à présent aux remarques faites à propos d'El Fath, de Nasser, etc. Prenons d'abord le cas de l'Égypte qu'on peut étendre à d'autres pays arabes, en tenant compte chaque fois du degré d'évolution historique de chacun d'eux (c'est ainsi que l'Irak sort à peine de l'ère tribale...).

Déclarer, sans commentaire, que Nasser a accusé Israël d'être « l'ennemi de Dieu » et placer ainsi l'Égypte au niveau des « roitelets arabes » seraient faire preuve d'une malhonnêteté politique inadmissible. La presse dite « objective » est libre de tromper ses lecteurs aussi grossièrement. Pour ma part je m'y refuse. L'Égypte n'est pas l'Arabie Saoudite. Dans ce dernier pays règnent des féodalités liées aux magnats pétroliers, alors que l'Égypte est parvenue à un degré d'évolution historique que seuls des ignorants peuvent nier. Le pouvoir réel appartient en Égypte à ce qu'on appelle (comme au Pérou) la « bourgeoisie nationale ». A ce titre, l'Égypte est progressiste par rapport à l'Arabie Saoudite (comme le Pérou est progressiste par rapport au Brésil). De plus, Nasser est à la fois reconnu par cette bourgeoisie et par l'armée, et soutenu par le peuple. Sa position politique est donc la « composante vectorielle » des pressions qui

s'exercent sur lui. C'est ainsi qu'en 1966 il condamnait sans équivoque toute idée de « conférence islamique », alors qu'aujourd'hui il traite Israël d'« ennemi de Dieu ». Un tel revirement peut s'expliquer. Mais réduire Nasser à sa dernière prise de position serait faire preuve d'une légèreté politique qui n'est pas digne d'un militant responsable. On peut reprocher à Nasser son opportunisme « petit-bourgeois », mais c'est à ce titre seul qu'on peut soumettre sa politique au crible de la critique — et non pas en l'apparentant à un « roitelet arabe » ou en le traitant de « fasciste », ce qui serait faire preuve d'une inculture historique et politique inadmissible.

On pourrait se pencher sur chacun des pays arabes dits « progressistes » et les comprendre en les replaçant dans l'évolution historique qui leur est propre. Pour ce qui concerne El Fath, organisation la plus représentative de la résistance palestinienne au stade actuel de son développement, on peut lui reprocher d'employer telle tactique politique plutôt que telle autre, mais c'est faire preuve d'une belle ignorance politique que de refuser la qualité de « progressiste » à une organisation qui, dans un contexte tel que celui du monde musulman, ose proposer d'instaurer une Palestine laïque, et qui applique dans les faits, sinon dans la parole de chacun de ses représentants (car il existe plusieurs tendances en son sein) une stratégie politique très proche du concept sino-vietnamien de « guerre du peuple ». Arafat a qualifié en effet l'incendie d'El Aqsa d'« acte de barbarie commis par Israël ». En quoi rejoint-il ici « le camp des fanatiques obscurantistes » ? Israël



n'était-il pas responsable de la sauvegarde des lieux de culte ? Et n'est-ce pas le climat de religiosité fanatique créé autour du fameux Temple de Salomon (dont la présence de la mosquée empêche la reconstruction) qui a, très classiquement, poussé un dément à incendier la mosquée ? Comment peut-on dissocier ce type d'attentat du climat politique où il s'inscrit ? Ce n'est pas par hasard si la propagande sioniste s'exerce moins contre les « roitelets » que contre les militants d'une organisation qui, à Amman l'été dernier, osaient déclarer, sous les applaudissements d'un public de plusieurs milliers de personnes, que la Palestine future ne pourra être construite sans la coopération et l'appui des masses populaires juives !... □

Les limites du pacifisme

Henri Beley

L'ampleur du récent « moratoire » pacifiste a frappé tous les observateurs : c'est par millions que les Américains « de toutes les conditions sociales » (mais appartenant surtout, en fait, à la « middle-class ») sont descendus dans la rue, ont prié dans les temples, les églises et les synagogues, se sont arrêtés symboliquement de travailler, se sont assis sur les marches du Capitole, ont sonné le glas à 40.000 reprises (une fois pour chaque « boy » tué) dans plusieurs villes, ont récité à Wall Street la liste des 40.000 noms devant des hommes d'affaires et des agents de change souvent attentifs, ont pris la parole dans les gares, ont fait du porte-à-porte dans les quartiers populaires, etc.

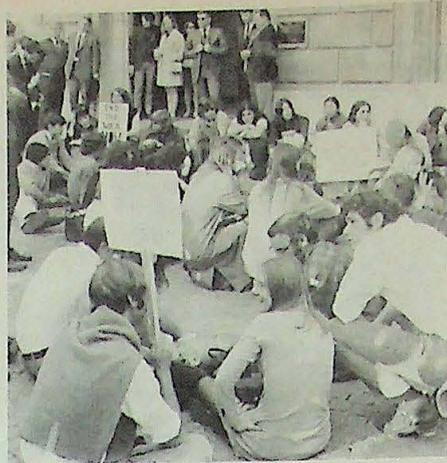
Il y a trois ans, ils étaient cinquante mille à descendre la Fifth Avenue et à se réunir à Central Park. Aujourd'hui, le maire de New York se place à la tête des contestataires en ordonnant la mise en berne de tous les drapeaux de sa ville. L'évolution des esprits est donc incontestable : tandis que les « jusqu'au-boutistes » conservent leur effectif d'autrefois, le camp du libéralisme s'est considérablement renforcé. Selon le dernier sondage de la grande chaîne de TV C.B.S., 72 % des Américains sont en faveur d'un retrait des troupes (dont 44 % pour un retrait graduel).

Quoi qu'il en ait dit, Nixon est donc forcé de tenir compte d'une opposition aussi massivement exprimée, d'autant plus que le retrait de l'armée U.S. n'est pas seulement réclamée par des millions d'Américains, mais aussi par les milieux de la haute finance. Le « complexe industriel-militaire » est seul aujourd'hui à trouver des avantages dans la poursuite d'une guerre perdue. Il est vrai que la puissance de ce groupe de pression est si considérable que les négociations de Paris traînent en longueur... Toujours est-il que Nixon a « marqué le coup », puisque des bruits courent déjà que 300.000 G.I.'s vont être évacués en 1970...

Il serait donc absurde de sous-estimer l'efficacité politique d'une opposition qui s'est aussi ouvertement manifestée dans l'opinion publique. Mais il serait tout aussi absurde de la surestimer. La quantité,

en effet, n'est pas la qualité. Le nombre des mécontents s'est considérablement accru, mais les méthodes d'action, comme le sens profond de cette « contestation », sont demeurées les mêmes que jadis. Les libéraux s'enchanteront devant le caractère si « typiquement américain » des formes de protestation : une telle spécificité ne fait que cacher, en réalité, la faiblesse du niveau de politisation. Il ne faut donc pas s'étonner si, comme il y a trois ans, la classe ouvrière — écrasée par le poids de l'idéologie bourgeoise — est restée indifférente, voire même hostile. Comme il y a trois ans enfin, c'est au nom du « patriotisme » que les pacifistes mettent en cause la politique gouvernementale. Or — on ne le dira jamais assez — l'Amérique est le seul pays du monde où « l'esprit du capitalisme » et « l'esprit national » se confondent. Se vouloir Américain, c'est, pour tout nouveau citoyen, sacrifier à l'autel de « l'American way of life », c'est-à-dire à l'expression la plus parfaite de l'idéologie bourgeoise. Et s'opposer au capitalisme, c'est, pour tout révolutionnaire américain, s'opposer à « l'American way of life », c'est-à-dire à l'Amérique elle-même. Tout révolutionnaire américain en vient donc fatalement, comme Malcolm X, à déclarer : « Je ne suis pas Américain ». Etre révolutionnaire aux U.S.A. implique, plus encore qu'ailleurs, le refus *global* du « système ».

Aussi n'est-il pas surprenant que le courant pacifiste, drapeau étoilé en tête, ne puisse parvenir à dépasser les limites d'une opposition aux formes « typiquement américaines » c'est-à-dire pittoresques et propres à s'attirer les sympathies du « Figaro ». Certes, la majorité des Américains en a aujourd'hui assez de la guerre du Vietnam : telle est la réalité mise en évidence par le dernier « moratoire ». Mais parmi ces Américains, combien vont jusqu'à mettre en cause l'ensemble de la politique étrangère des Etats-Unis ? Le caractère réactionnaire de celle-ci frappe pourtant tous les observateurs un peu attentifs. Ce n'est pas un journal de gauche, mais la très patronale revue française «Entreprise» qui, dans son numéro du 11 octobre dernier, constatait, par exemple, que



Agip

la politique des U.S.A. en Méditerranée « consiste à créer des points forts en développant l'économie des pays qui leur sont acquis. Grèce, Iran, Israël, Maroc et Espagne seront dans les années à venir l'objet de

tous leurs soins. C'est ce que Richard Nixon a dit à Golda Meir, le Premier ministre israélien, la semaine dernière. »

La liste de ces cinq « points forts » est éloquent. En Méditerranée, comme en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Amérique latine, la « démocratie » américaine, fidèle à ses traditions, accorde une fois de plus son soutien privilégié aux Etats les plus réactionnaires ! Les fibres démocratiques de la plupart des Américains n'en vibrent pas outre mesure... Est-ce se montrer trop pessimiste que d'estimer improbable à moyen terme l'organisation d'un « moratoire » qui canaliserait l'opposition de millions d'Américains non plus seulement contre la guerre du Vietnam, mais contre l'impérialisme américain ? □

LIBRAIRIE - TRIBUNE SOCIALISTE -

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h sans interruption et samedi de 9 h à 13 h

EDITIONS DU SEUIL

— LA NOUVELLE CLASSE OUVRIERE, S. Mallet	6,00
— LE CONTRAT SOCIALISTE, R. Fossaert	19,50
— FAUT-IL REHABILITER STALINE ? Roy Medvedev	8,00
— L'AFFAIRE GUINSBOURG, J.-J. Marie et C. Head	15,00
— REFORME ET REVOLUTION, A. Gorz	6,00

EDITIONS OUVRIERES

— LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, J.-L. Bodiguet	26,00
— PREMIERS PAS DANS L'ECONOMIE, Albertini	24,00

EDITIONS SOCIALISTES

— MISERE DE LA PHILOSOPHIE, Karl Marx	8,50
— LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE, Karl Marx	5,30
— LA QUESTION PAYSANNE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE, F. Engels	8,55
— SOCIALISME UTOPIQUE ET SOCIALISME SCIENTIFIQUE, F. Engels	3,70
— LE ROLE DE LA VIOLENCE DANS L'HISTOIRE, F. Engels	3,70
— MARX, ENGELS, MARXISME, Lénine	6,40
— PRINCIPES ELEMENTAIRES DE PHILOSOPHIE, G. Politzer	6,90

FRANÇOIS MASPERO

— ROSA LUXEMBURG, œuvres, 4 volumes	chaque 6,15
— MAO TSE TOUNG, Ecrits choisis en 3 volumes	chaque 6,15
— PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE, Ch. Bettelheim	6,15

EXPEDITION : FRANCO - Remise 10 % à déduire.

LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65



Vive le Québec libre et socialiste

Jean-Louis Auduc

« Nuit de folie à Montréal », « Vandalisme, Pillage », « Les gangsters maîtres de la ville », c'est ainsi que la presse et l'O.R.T.F. ont rendu compte des événements qui se sont produits il y a deux semaines dans la plus grande ville du Québec.

Comparer une manifestation de chauffeurs de taxis contre une entreprise d'ailleurs liée aux intérêts U.S. monopolisant le trafic entre la ville et l'aéroport, privant ainsi ceux-ci de leur gagne-pain, à un hold-up digne de Chicago 1930, il y a un grand pas... Pas non franchi par le président du conseil exécutif de la ville qui en reste à des images plus « traditionnelles » ; il dénonce en effet « les activités subversives de groupes et de personnes qui travaillent activement à l'exécution d'un plan visant à la destruction de toute liberté et du gouvernement démocratique. Ces personnes et ces groupes, poursuit-il, sont inspirés et financés par des régimes étrangers rattachés (sic) à une Internationale qui n'a pas la même notion que nous des libertés fondamentales de l'homme », etc. M. Marcellin essaime donc même au Québec.

La publication chez Maspero du livre de P. Vallières « Nègres blancs d'Amérique » nous oblige également à observer d'un peu plus près ce que la « gauche » française a ten-

dance à oublier : la lutte des Québécois pour leur indépendance.

A travers la lecture de cet ouvrage, même si l'on peut regretter que l'éditeur Maspero n'ait pas publié les chapitres de P. Vallières sur le rôle de l'action révolutionnaire ainsi que les notes de Sagnon, qui figurent dans l'édition québécoise, nous découvrons un plaidoyer pour le Québec et pour le socialisme.

Un peu d'histoire

Devenu anglais après la défaite de 1763, le Canada français était en majeure partie peuplé de paysans pauvres. Ceux-ci se replièrent alors et pendant deux siècles dans les campagnes pour sauvegarder sous la domination du clergé leur langue, leurs coutumes ; mais aussi ils bloquèrent tout développement culturel pour longtemps.

Cette situation d'étouffement culturel du Canada français se prolongea jusque vers 1960, où les élections provinciales — le Québec est une des dix provinces du Canada — amenèrent une défaite du gouvernement conservateur au pouvoir depuis la guerre et la venue des libéraux. Dès leur arrivée au pouvoir et sous l'égide surtout de René Lévesque ils entre-

prirent une « révolution tranquille » qui se manifesta par la nationalisation de l'électricité, la réforme universitaire, etc.

Québec libre...

La chute du gouvernement libéral ne devait en rien stopper ce développement et le retour au pouvoir des conservateurs devait par réaction entraîner l'irruption du courant indépendantiste sur la scène politique.

Cette volonté indépendantiste apparue dans les années 1960 dans les milieux intellectuels qui se libéraient de l'oppression politico-religieuse et qui a depuis gagné de nombreuses couches de la population est avant tout pour la majorité une volonté d'autodétermination qui exclut toute opposition de classes.

En effet lorsqu'on parle d'indépendance cela ne signifie pas obligatoirement destruction de l'Etat de classe ; mais le plus souvent venue au pouvoir d'éléments de diverses couches sociales qui ont compris que le pouvoir économique et politique est inefficace lorsqu'il échappe aux autochtones et aux habitants de la nation.

Plus près de nous, les problèmes soulevés par la décolonisation en Afrique noire où l'on a assisté uniquement à un changement de bourgeoisie — liée d'ailleurs aux mêmes intérêts — ont montré les dangers d'une indépendance sans une classe ouvrière organisée.

C'est à ces problèmes que se trouve confronté le Québec aujourd'hui.

Le pouvoir usurpateur est en place : même s'il se manifeste sous le nom de gouvernement fédéral d'Ottawa, en fait il s'agit de l'impérialisme américain qui contrôle 85 % de l'économie du Québec.

Mais en face de lui pour le moment, la principale force d'opposition est le parti de la bourgeoisie nationale : le Parti québécois formé par R. Lévesque, ancien leader du parti libéral qui a démissionné de celui-ci à cause de son orientation fédéraliste, et qui vise à une indépendance politique qui permettrait à la bourgeoisie industrielle et à la technocratie moderne de régler l'avenir du



D.R.

Québec d'après les désirs du néo-capitalisme.

Son programme est uniquement adaptation, « bon entente » comme il le dit lui-même.

Pour le Parti québécois, la classe ouvrière n'est qu'un appoint et bien entendu il a toujours refusé de se prononcer pour un Québec libre... de capitaux.

Québec sait faire !

Et pourtant le Québec est un cas typique où la révolution prolétarienne passe par l'indépendance nationale. C'est cette situation qu'on commencé à comprendre, dès 1963, même si cela était plus souvent instinctif que raisonné, les intellectuels groupés autour de « Parti Pris », les militants du Front de libération du Québec, ou les étudiants de l'Union générale des étudiants du Québec qui entamèrent une contestation virulente de l'indépendance « impérialiste ». « Un changement de langue, certes, mais toujours le même patron », c'est dans ces mots d'un travailleur des environs de Montréal le résumé des problèmes que pose l'indépendance aux ouvriers et qui les amènent à lutter de plus en plus non plus uniquement contre Ottawa, mais contre l'impérialisme américain et les capitalistes québécois.

Le slogan gouvernemental : « Québec sait faire : des chaussures, des vêtements, de l'alimentation », était recouvert dans un certain nombre de villes du Québec, cet été, par « Québec sait faire » : du chômage, des procès politiques (et ceux-ci frappent en presque totalité les indépendantistes du F.L.Q.).

Dans cette ligne nos camarades militant pour l'indépendance socialiste du Québec ont organisé le 28 mars une manifestation contre l'université Mac Gill de Montréal dominée par les capitaux américains où, pour la première fois, des

militants anglophones ont défilé derrière les drapeaux québécois qui là n'étaient plus les traditionnelles fleurs de lys, mais les drapeaux vert-blanc-rouge des patriotes qui se révoltèrent en 1837 contre la bourgeoisie anglaise. Ils se heurtèrent très rapidement aux forces de répression de Montréal très bien équipées par les accords franco-québécois...

Le 24 juin, jour de la « parade pro-gouvernementale » pour la Saint-Jean, a été organisée une contre-parade de plus de 15.000 personnes à l'appel du Front de libération populaire (organisation regroupant dans sa majorité des travailleurs) et du Mouvement syndical et politique.

Cet été : une grève de la faim contre le chômage, une marche d'ouvriers de Montréal à Québec, un attentat contre le ministère du Travail ont montré que la lutte pour l'indépendance était pour les militants de plus en plus inséparable de la lutte de classes.

Face à cette situation, comme l'a expliqué un des dirigeants du M.S.P., « il faut éviter que la classe ouvrière ne reste qu'une force d'appoint à la bourgeoisie, il faut qu'elle joue le rôle dirigeant dans un futur front pour l'indépendance. Cela exclut donc a priori tout soutien au Parti québécois qui cherche à trouver l'indépendance dans les urnes et par des alliances avec les éléments les plus conservateurs dans un front antifédéraliste. Cela implique donc la structuration d'un Parti Révolutionnaire Socialiste du Québec, chose qui semble possible en partant des 15.000 manifestants du 24 juin et apte à conduire le Québec dans une indépendance socialiste. »

Pour nous socialistes français le « Vive le Québec libre ! » de De Gaulle doit être compris non dans le sens gaulliste de soutien à la bourgeoisie québécoise, mais comme une part du soutien aux luttes anti-impérialistes en anticapitalistes du monde dont le Québec fait partie. □

nouveauté

INITIATION A LA VIE DES ENTREPRISES

L. Scherrer

Dans la collection "Initiation Economique" 200.000 exemplaires diffusés.
Après le succès des "Premiers pas en Economie" de J.M. Albertini, une initiation simple, concrète et complète à l'entreprise moderne.

EDITIONS OUVRIERES

Fable et révolution

Jean Morel

Posons d'abord le problème que le film de Rocha, « Antonio das Mortes », pose du point de vue d'une stratégie esthétique : savoir si oui ou non une fable peut, dans une conjoncture précise, servir, à sa place, une lutte révolutionnaire. Nous y répondrons à la fin ; pour commencer, faisons comme si ce problème théorique était déjà réglé positivement.

Dans cette hypothèse, quel pourrait être le sens de cette fable sur la réalité sociale brésilienne que ce film nous propose. Pour des militants engagés dans une lutte contre l'impérialisme sous toutes ses formes, il est facile de voir dans la foule de ces personnages hauts en couleur autre chose que des silhouettes folkloriques d'un western sud-américain. Très vite, s'impose l'idée que chacun de ces personnages est un des fils d'une trame sociale complexe. Car chacun représente l'un des groupes

sociaux du Brésil. Ce sont des personnages-clefs, des personnages-symboles. Ils ne sont pas déterminés psychologiquement ou moralement ; ils sont déterminés par la place qu'ils occupent dans le corps social les uns par rapport aux autres — par leurs intérêts ou leurs réflexes idéologiques.

Si Rocha a construit lui-même certains de ces personnages (le curé, l'intellectuel, le gouverneur) la plupart des autres (le cangaceiro, le tueur de cangaceiro, la sainte, le propriétaire foncier aveugle et cruel) appartiennent aux légendes et mythologies des masses brésiliennes. Le film est donc taillé dans le système mythologique par lequel les masses brésiliennes se représentent et s'expliquent les rapports sociaux dans lesquels elles sont prises.

Mais le film ne fait pas que reproduire cette mythologie, il la bouverse en transformant, à vue, la

fonction de l'un de ses principaux piliers : le tueur de cangaceiro, Antonio das Mortes. Tout le film est construit pour nous faire assister à son **changement de camp**. Par définition, le tueur de cangaceiro est au service de l'ordre établi. Il est payé par les autorités civiles et les propriétaires fonciers pour éliminer ces rebelles, produits de la misère, qui vivent de pillage. Ici, Antonio das Mortes, après avoir blessé mortellement un cangaceiro qui conduisait une révolte paysanne, va **prendre conscience** du rôle que les propriétaires lui font jouer ; il passe alors dans le camp des pauvres et avec l'aide d'un intellectuel converti à la lutte armée, il règle son compte, dans une tuerie grandiose, au seigneur et à ses hommes de mains.

Le film est fait aussi pour nous faire assister au passage de l'intellectuel de la neutralité individualiste à la rébellion au service du peuple.

Donc, à travers un changement dans la mythologie populaire Rocha semble annoncer une modification dans le rapport des forces

sociales. Mais le peuple justement, quel rôle la fable lui assigne-t-il ? Le peuple ici, hélas ! est moins l'acteur de la révolte que l'enjeu de la lutte.

Autre enjeu significatif : la femme du propriétaire terrien, symbole personnifié de la Propriété. Il faut remarquer qu'elle revient à l'Intellectuel (c'est-à-dire à la petite bourgeoisie) lorsque le propriétaire a été abattu.

De tout cela, que déduire de précis ? Ceci, par exemple : le peuple sera libéré (et non se libérera) par l'effort conjugué des « guérilleros sauvages » (Antonio) et des guérilleros « réfléchis » (l'intellectuel). L'analyse politique est vraiment faible. Les contradictions ici mises en scène semblent peu correspondre à quelque chose de réel. Elles ne sont qu'imaginaires : on reste dans les méandres de l'idéologie spontanée. La situation est réfractée à travers le prisme déformant de l'idéologie, non dans la lumière de la science politique. Ce n'est pas étonnant car le film préfère la couleur (le pittoresque) à la rigueur (l'analyse), les couches sociales aux **classes sociales**. D'où l'impression de brouillage baroque, de « flou artistique ».

Nous pouvons donc maintenant répondre à la question posée au début. Une fable ne vaut que ce que vaut le travail d'analyse qu'elle formalise pour qu'on y voie politiquement plus clair. Antonio das Mortes est seulement d'une **aveuglante beauté**.

Italie : halte à la répression

Les services du ministère italien de l'Intérieur n'ont décidément rien à envier à ceux de leur cher collègue M. Marcellin. Une affaire de répression particulièrement significative illustre en effet les pratiques de la très démocrate chrétienne République italienne, et la passivité de la « gauche » officielle en Italie.

Il s'agit de l'arrestation, le 27 avril dernier, de militants gauchistes connus de Milan.

Ces arrestations constituent une manœuvre de diversion évidente de la part du ministère de l'Intérieur, soucieux de « contrer » la propagande déclenchée en faveur du désarmement de la police en Italie. Le 25 avril en effet, deux attentats à la bombe (ne causant que des dégâts matériels) survenaient à la foire de Milan (au pavillon Fiat) et au bureau de change de la gare de Milan. Ces attentats, dont les auteurs restent inconnus, ont été aussitôt imputés à des « groupes anarchisants », et le ministère de l'Intérieur a vu là une façon commode de démontrer la nocivité de la campagne gauchiste pour le désarmement des services de police.

Un certain nombre de militants arrêtés ont été libérés dans les trois jours suivant leur arrestation.

Mais d'autres croupissent encore à la prison San Vittore. Il s'agit de Eliane Vincileoni (qui est d'ailleurs française de naissance), de



D.R.

son mari l'architecte Giovanni Cofradini, de Paolo Braschi et de Paolo Faccioli.

Des manifestations ont eu lieu, sans effet jusqu'à présent, devant la prison de San Vittore à Milan. Nous devons dire ici notre totale solidarité avec ces camarades italiens et réclamer avec eux la libération immédiate des militants emprisonnés, et, plus encore, un procès public qui permette enfin de confondre les services de la police politique italienne.

G. H.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

Ouvert sans interruption de 9 à 19 h ; samedi de 9 à 13 h.

VOUS PROPOSE

• Liste N° 1

La classe ouvrière et le régime gaulliste, P. Naville	18,00 F
Les problèmes de la planification socialiste, C.E.S.	12,00 F
Le Japon - 3 ^e Grand, R. Guillain	24,00 F
Ho Chi Minh, J. Lacouture	6,00 F
Sur le fascisme - 2 volumes, D. Guérin	12,30 F
Les 20 Amériques latines - 3 volumes, M. Niedergan	18,00 F
Le mouvement de mal ou le communisme utopique, A. Touraine ..	21,00 F

Prix réel 111,30 F

Notre proposition 100 francs franco.

• Liste N° 2

En partant du capital	20,60 F
Lettres à Kugelman, Karl Marx	15,40 F
Marx et Engels, D. Riazanov	15,00 F
Karl Marx, homme, penseur et révolutionnaire, D. Riazanov	15,40 F
La théorie du matérialisme historique, N. Boukharine	20,00 F
Que faire ?, Lénine	7,50 F
Dix jours qui ébranlèrent le monde (édition reliée), John Reed ..	32,00 F

Prix réel 125,90 F

Report liste N° 1 111,30 F

Franco 237,20 F

Notre proposition : franco 200, F.

BON DE COMMANDE : A adresser « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. PARIS 58-26-65

Liste N° 1 : 100 F.

Liste N° 1 et 2 : 200 F.

PAIEMENT A LA COMMANDE

La justice de l'ordre établi

Didier Trystram

Les développements ont, ces temps derniers, été nombreux sur les problèmes de justice, généralement traités sous le nom « d'affaires ».

Pour ne citer que les plus retentissantes, l'affaire Deveaux et l'affaire Russier. A l'analyse, il apparaît pourtant beaucoup moins aisé de faire porter aux « problèmes de la justice » l'entière responsabilité des crises successives se produisant dans le système judiciaire français.

Et, au contraire, il paraît plus raisonnable d'y voir la mise en évidence des contradictions inhérentes à une justice qui n'est en fait rien d'autre qu'une justice de classe.

Leur justice

Sur ce premier point, le cas des deux procès successifs de Jean-Marie Deveaux est somme toute significatif.

Le point de départ est celui-ci : le cadavre d'une fillette est retrouvé au fond de la cave attenante à la boucherie de ses parents.

L'ordre bourgeois se trouve donc troublé par le fait qu'un assassin reste en liberté. Il est par suite nécessaire de produire un coupable ce à quoi s'emploient les services de la police judiciaire.

En définitive, J.-M. Deveaux, à la suite d'une enquête où sont em-

ployés des moyens dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont ténébreux, avoue être le meurtrier. Deveaux se rétractera d'ailleurs rapidement et maintiendra sa position tout au long des deux procès. En définitive l'accusé, reconnu coupable, est condamné à vingt ans d'emprisonnement.

La boucle est ainsi bouclée dans une bonne logique : il y a un meurtre, un assassin, une justice qui punit l'assassin. Ainsi l'ordre ne doit plus être troublé. Mais se produit un événement imprévu. L'aumônier des prisons chargé de soutenir Deveaux acquiert, au contact de ce dernier, l'assurance de sa non-culpabilité.

Petit à petit, une campagne se développe qui, au bout de huit ans, devient nationale.

L'ordre se trouve donc, à nouveau troublé, et la justice décide d'ouvrir un nouveau procès.

Il convient de noter qu'aucun élément nouveau n'est apparu susceptible d'infirmer la première sentence.

Le second procès se déroule et, conformément à l'attente quasi générale, Deveaux est reconnu innocent. L'ordre rétabli, chacun retourne à ses occupations sans plus se soucier de rien.

Le processus est pour le moins simpliste car cet exemple pose tout de même de graves problèmes.

● Tout d'abord, il y a avec certitude un meurtrier en liberté actuellement, dont personne ne semble plus se préoccuper. Alors quel est le rôle du système judiciaire français sinon d'éliminer les personnes inaptes à vivre en société ?

● Ensuite, est-il concevable que par des procédés, encore une fois ténébreux, il soit possible de faire avouer, de juger, de condamner une personne innocente. Alors combien de personnes, n'ayant pas rencontré un abbé Boyer sur leur route, sont actuellement enfermées dans les prisons françaises ?

● Enfin, par quel mystère la justice française peut-elle parce qu'un juge pense telle chose, et qu'un autre pense telle autre, rendre deux jugements absolument contradictoires. Cela parce que la justice



A.D.N.P.

française n'a pas pour but de défendre les Français mais plutôt de protéger la société bourgeoise des remous qui pourraient en troubler l'ordre.

Pour conclure sur ce premier point, nous devons donc reconnaître que la justice française est, à l'évidence, influencée par la pression d'une opinion publique conditionnée par la classe dirigeante.

Un instrument de répression politique

Mais à l'inverse l'opinion publique peut amener la justice à prendre des décisions qui en fait n'auraient absolument pas lieu d'être.

A ce stade se pose le cas de Gabrielle Russier, accusée de détournement de mineur. Il est effectif que, du point de vue de la loi, ce professeur brillant commettait un délit. Mais par quelle pression la justice a-t-elle été influencée à l'occasion d'une campagne systématiquement organisée ?

Plus révélateur à cet égard est le problème du professeur Verdeil. De la même façon que Gabrielle Russier, il commet une infraction : l'une vit avec un de ses élèves, l'autre « fume » avec ses élèves.

Mais, dans les deux cas, le problème ne se pose pas au niveau des personnes en infraction avec la loi.

Nous nous devons de noter que Gabrielle Russier avait activement participé au « mouvement de Mai » de la même façon que l'avait fait le professeur Verdeil. Pour la première une campagne de presse locale se déclenche qui amène la justice pour des raisons politiques à incarcérer, en prison préventive une personne qui, accablée, sera acculée au suicide.

Dans le second cas, une campagne de presse au niveau national fait incarcérer un enseignant remarquable :

« M. Verdeil a reconnu qu'il se livrait avec ses élèves au trafic des stupéfiants. Il était devenu toxicomane d'assez fraîche date ainsi que son épouse. Depuis deux ans, il avait de fréquents contacts avec ses élèves. Très dé-

sireux de les conquérir à ses idées gauchistes, il les conviait le soir, chez lui, et c'est ainsi que de la politique on passait sans difficultés aux charmes de la fumerie. »

« Le Parisien - 3 octobre. »

Tout se retrouve ici : gauchisme, influence politique, mai 1968, trafic de drogue.

Il serait aisé d'en rire mais nous devons prendre en considération le fait grave qu'un brillant professeur va certainement voir sa carrière brisée parce qu'un ensemble de « journaux » à grande diffusion profitent de ce que leur offre une justice sectaire pour assouvir une vengeance politique.

Par parenthèse il serait logique qu'un certain « cinéaste » répondant au nom d'André Cayatte et qui se répand dans les colonnes du « Journal du Dimanche » en annonçant qu'il a « fumé » au Népal et qu'il a ordonné à ses acteurs du film « Les chemins de Katmandou » de fumer aussi (pour savoir !) soit incarcéré pour les mêmes motifs que le professeur Verdeil.

Il apparaît donc à l'évidence que la justice française n'est rien de plus qu'un organisme destiné à constater et à approuver les décisions dictées par une opinion façonnée elle-même par une presse de classe, sous la direction de juges, de procureurs, de jurés bourgeois et avec une défense exercée par des avocats représentant la classe la plus éminemment bourgeoise (la profession libérale).

La justice française doit être modifiée par M. Pleven dans le sens d'une nouvelle Société. Elle ne le sera pas et il suffit pour s'en convaincre de savoir que M. Marcellin réclame, au moment où l'on parle de libéralisation, une augmentation du délai de garde à vue.

Monsieur Pleven, vous ne cautionnez jamais qu'une justice de classe, même sous le vocable de la « nouvelle société ».

● Emplois stables - Magasinier - Réceptionnaire - Paris Rive gauche - 900-1.000 F par mois. Ecrire à T.S. qui transmettra.

COMMUNIQUER plus souvent, plus vite, plus net.

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accélère : il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut « sortir » des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement. Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à V. y - tél. 482-47-85.

Les jeunes et la base sociale des forces socialistes

Yves Serjeune

Le VI^e congrès du P.S.U. avait décidé de discuter lors d'un prochain conseil national de la contribution des jeunes au combat socialiste. A la suite de la résolution jeune parue dans T.S. n° 423, la tribune libre ci-dessous n'entend pas résoudre tous les problèmes, mais seulement lancer une discussion de fond, sans laquelle il ne serait jamais parlé, au sein du parti, des problèmes des jeunes qu'en termes de structures. Elle sera suivie, la semaine prochaine, d'un article relatant les problèmes tels qu'ils ont pu être posés lors de la rencontre des responsables fédéraux jeunes des 11 et 12 octobre. Rappelons que T.S. du 30-1-1969 (n° 397) avait consacré un dossier à la jeunesse.

Les jeunes font-ils partie de la base sociale des forces socialistes ?

A l'occasion de son dernier congrès, le parti a tenté de mener une réflexion en profondeur, scientifique et actuelle, sur la base sociale des forces socialistes. Les positions arrêtées alors laissaient le débat ouvert pour une recherche plus précise dans ce domaine concernant certains groupes et couches particuliers, notamment les jeunes.

Pour certains théoriciens se réclamant du socialisme, toute tentative de prise en considération des questions des jeunes ne peut être qu'une diversion découlant de l'idéologie bourgeoise puisque seuls comptent les rapports de production pour définir la classe ouvrière. Pour d'autres, face à la décomposition de la classe ouvrière dans la collaboration de classes, une nouvelle classe révolutionnaire serait en voie de constitution, la classe jeune — comme l'affirmait un article de la « Revue Internationale du Socialisme » à propos des Etats-Unis.

Ces deux thèses ont conduit à des organisations autonomes de jeunes : jeunesse en tutelle par un parti dans un cas, jeunesse-parti politique dans l'autre.

Qu'est-ce qu'un jeune ?

L'âge ne suffit pas à définir les jeunes. Est jeune celui qui se situe entre 15 et 20 ans, 14 et 18 ans, 15 et 25 ans, etc., selon les avis. Notons qu'à 14-15 ans un individu est physiquement un adulte.

Si l'on considère les jeunes selon leur place dans la production, on a déjà les lycéens et les étudiants qui, au sens strict du mot, ne sont pas producteurs. Dans le cas des jeunes travailleurs, il est clair que, s'ils sont producteurs, ils sont malgré tout faiblement productifs du fait de leur phase d'apprentissage. Sur le plan économique je propose donc de définir la jeunesse de la façon suivante : c'est la période transitoire qui

commence à 14-15 ans, au moment où un individu devient physiquement adulte, et finit lorsque par son travail il est complètement intégré dans la production. Cette période transitoire est consacrée à l'accumulation des connaissances considérées comme nécessaires pour ce travail.

D'un point de vue culturel, ou plus généralement, idéologique, il paraît évident que lorsque nous faisons référence aux jeunes, nous désignons un groupe dont le comportement présente une homogé-

telle absolue de ses parents et de ses maîtres, et l'âge adulte où l'individu dépend de la famille qu'il a créée et de son travail obligatoire.

On peut envisager d'autres façons de définir les jeunes mais celle-ci permet de saisir leur place par rapport à deux des niveaux d'affrontement de la lutte des classes : la lutte économique et la lutte idéologique.

Le sous-emploi des capacités des lycéens et des étudiants, du fait de la pédagogie, du contenu de l'enseignement, d'un certain type de répartition entre les disciplines est incontestable. Si le sous-emploi dans la production est général pour les travailleurs, il est encore plus accentué pour les jeunes travailleurs. On sait que l'incapacité de maintenir durablement le plein emploi est une caractéristique du capitalisme issue de ses contradictions propres. Pour

rait la disparition du sous-emploi de leurs forces manuelles et intellectuelles. Il en va de même de leur situation idéologique comme jeune, ce qui paraît encore plus évident.

Une pratique spécifique

Cette situation particulière explique l'existence d'une pratique spécifique des lycéens, des étudiants, des jeunes travailleurs. Cette pratique exerce son influence sur les luttes d'ensemble menées par la classe ouvrière.

Il est donc possible d'affirmer que les jeunes font partie de la base sociale des forces socialistes. Ils ne peuvent évidemment constituer une classe sociale au sens du marxisme scientifique car on voit mal quel mode de production nouveau pourrait fonctionner sur les bases de leur domination. Mais ils apparaissent comme un groupe particulièrement dynamique et radical dans la lutte anticapitaliste en raison même de leur situation dans toute formation sociale capitaliste. Il reste cependant qu'au sein de ce groupe on peut distinguer différentes couches nées de leur situation présente et future dans la production, comme de leurs origines de classe. Ces couches influent elles aussi sur la pratique des jeunes en tant que groupe et force sociale.

Dès lors que les jeunes ne sont pas une classe sociale, leur organisation en jeunesse-parti politique avec une direction politique autonome est une aberration. Comme groupe ils ne peuvent que bénéficier de l'unification des luttes de l'ensemble des forces socialistes concentrant par l'action du parti leurs luttes économiques et idéologiques au niveau politique.

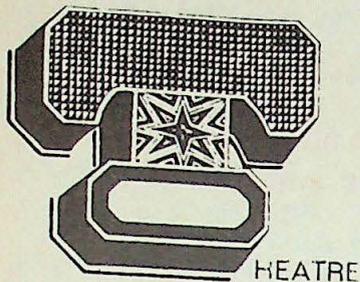
Sous les conditions de prise en charge des luttes de leur secteur dans le cadre d'une stratégie politique d'ensemble, les jeunes en venant au parti pourront trouver une insertion sans ambiguïté qui rende impossible à la fois le paternalisme qui les maintient à l'écart sur leurs seuls problèmes et le dogmatisme qui nie la spécificité de leur contribution au combat socialiste en dehors de leur plus grande conviction à coller des affiches, distribuer des tracts et vendre « T. S. » □



Collombert

néité certaine, caractéristique d'une « sous-culture » qui possède son système de représentations. A ce niveau, je définis la jeunesse comme une transition entre l'enfance, où l'individu est sous la tu-

ne prendre que cet exemple, il est clair que l'intérêt à long terme des lycéens, des étudiants et des jeunes travailleurs, sur le plan économique, est dans la disparition du capitalisme, qui entraîne-



La bourgeoisie dans le miroir

Dominique Nores

Ce que propose cette très intéressante représentation de *L'Amie de leurs femmes* (1), c'est une façon de jouer Pirandello qui change profondément le rapport entre spectacle et spectateur.

Jusqu'ici, toutes les représentations de Pirandello s'appliquaient à mettre en vedette un personnage tiré de la loi commune par un événement de sa vie qui lui révélait l'impossibilité où il était de faire coïncider celui qu'il croyait être avec celui qu'il était pour le regard des autres et qui, brusquement, accusait. Ce qui était mis en question, c'était le temps humain, et le refus du héros de se laisser engluer par lui. Les autres personnages sur le

plateau étaient relégués au même emploi que le spectateur. Ils assistaient. Le but était évidemment la prise de conscience, mais une prise de conscience individuelle d'un problème touchant à la seule philosophie de l'existence.

André Steiger propose aujourd'hui de voir ces petites sociétés que décrivent les pièces de Pirandello avec un certain recul. Groupant les personnages de *L'Amie de leurs femmes* sur un dispositif scénique de Claude Lemaire, qui est comme un îlot de préciosité bourgeoise au centre du plateau, il les fait se constituer devant nous comme une société cohérente, prise au piège de sa propre idéologie. Chaque

empêchement a sa source dans un principe faux de vie, dans une générosité plaquée, dans la tendance à rêver une existence réfléchie dans des miroirs plutôt qu'à la vivre.

Reculé, le spectacle s'adresse à l'esprit critique.

Peut-on penser que s'ouvre devant Pirandello une nouvelle forme de survie, et que ses pièces, images d'une société historiquement datée, peuvent prendre un sens en dehors de ce que lui-même a compris et souhaité exprimer sur son temps ? □

(1) Par le théâtre de Champagne, à Reims et dans l'Est de la France.

Un spectacle à ne pas manquer

Créée par le Théâtre de Bourgogne, *La Noce chez les Petits-Bourgeois*, de Brecht, se joue actuellement dans les principales villes de France. Nous avons dit ici (1) les qualités de l'œuvre, son comique qui, se systématisant, tourne à la farce sinistre, et la description qu'elle propose de la petite bourgeoisie qui, épouvantée au lendemain de la révolution spartakiste, cache sa peur derrière des aspirations plaquées de pureté et d'ordre.

La mise en scène, d'une remarquable intelligence, est due à Jean-Pierre Vincent, qui monte actuellement, au Théâtre de

la Ville, *Tambours et Trompettes*, de Brecht.

La Noce chez les Petits-Bourgeois ne sera pas présentée à Paris. Ainsi en a décidé l'éditeur André Voisin, qui distribue Brecht au public français. Il justifie, paraît-il, cette mesure dictatoriale, par le trop grand nombre de pièces de Brecht lancées cette année sur le marché parisien. On comprend mal, si ce nombre doit obligatoirement être limité (par quelle loi ?), pourquoi André Voisin, qui a vu *La Noce chez les Petits-Bourgeois*, et qui a dit aimer la représentation, la sacrifier, elle qui existe,

elle dont la fidélité à l'esprit de Brecht est certaine, à des réalisations futures, dont ni lui, ni nous ne pouvons savoir ce qu'elles vaudront.

Les Parisiens ne pourront donc voir la pièce que s'ils se rendent au Théâtre de Sartrouville (rue Thiers. 962-42-83) les 4, 5, 6 ou 7 novembre. Car ensuite, la tournée s'éloigne (2). Elle se prolongera jusqu'en mars. D.N.

(1) - Tribune socialiste - N° 390, du 28-11-68.

(2) Renseignements au Théâtre de Bourgogne, 19, avenue de la République, 21-Beaune - Tél. : 16-80 - 21-91-11, poste 899.

Certifié exact : numéro 2

« Si des militants syndicalistes ou politiques avaient aujourd'hui la possibilité de détenir des moyens d'information audio-visuels, ils ne sauraient pas en faire usage... »

La remarque est peut-être dure à entendre pour les militants présents dans cette salle de Villepreux où Roger Louis présente le numéro 2 de son magazine « Certifié exact ». Mais elle est vraie : la critique d'une information aseptisée par les bons soins du pouvoir ou de ses proches (cf. l'article paru dans « Fait public » qui montre comment Europe N° 1 et R.T.L. sont sous le contrôle gouvernemental) s'accompagne le plus souvent d'un manque total d'imagination dans la façon de mener la lutte sur ce terrain. Or si nous ne voulons pas être condamnés à contrer les émissions radio-T.V. à coups de tracts ronéotypés, il nous faut utiliser les mêmes outils que ceux qui accaparent à leurs fins les moyens d'information.

Pari impossible ? Roger Louis et son équipe entendent démontrer le contraire : avec les mouvements d'Education Populaire et les syndicats, ils ont créé le C.R.E.P.A.C. (Centre de Recherche sur l'Education Permanente et l'Action Culturelle) qui a donné lui-même naissance à « Scop Color », société de presse spécialisée dans l'expression audio-visuelle. Le résultat : les différents numéros de « Certifié exact » projetés partout où la discussion peut s'engager sur l'information donnée (Maisons de Jeunes, Foyers, Syndicats, Théâtres municipaux...). Inutile de préciser qu'une telle initiative est combattue âprement. Et pour cause : l'expérience prouve qu'il suffit de peu de chose pour ébranler l'édifice de chloroforme patiemment construit par nos « journalistes officiels ».

Ainsi ce numéro 2 nous présente la grève du métro vue de « l'intérieur » : les assemblées générales où se retrouvent syndiqués ou non-syndiqués pour discuter de la poursuite de la grève..., les discussions en petits groupes aux dépôts..., les réactions dans la rue à propos de cette grève. Devant ces gens bien concrets qui se battent pour quelques heures de repos, la mystification insidieuse de la presse apparaît avec évidence : on oublie les titres larmoyants de « Paris Presse » se lamentant sur les embouteillages, les communiqués des journaux

radio et T.V. qui neutralisent totalement le problème : « Trois rames sur telle ligne... deux sur telle autre », avec la conclusion inévitable du badaud interviewé : « Qu'ils revendiquent d'accord, mais pas au détriment des usagers ! »

La grève n'est plus une abstraction ponctuée par les communiqués des directions patronales et syndicales. Elle se fait proche : la caméra n'embellit pas le tableau, elle se contente de décrire. « Mais c'est un vrai foutoir » dira un spectateur lors de la discussion qui suit la projection. Et certes une assemblée générale de grévistes, cela n'a rien à voir avec les discussions feutrées d'un conseil d'administration. Des courants différents s'expriment qui provoquent des discussions acharnées : doit-on se battre sur les salaires ou sur les conditions de travail ? quelle attitude prendre vis-à-vis de ceux qui veulent reprendre le travail et risquent ainsi de faire échouer la grève ? quel doit être le rôle de la direction syndicale ? Le débat peut paraître décousu et bruyant. Mais si chacun veut parler, c'est parce qu'il sait que c'est sa façon de vivre, le sens de son travail qui sont en jeu dans ces discussions. « Vous comprenez dit un gréviste à un passant, qui lui reproche de trop en vouloir : lorsque ma femme rentre de son service à 4 heures du matin, moi je prends le mien. Alors on communique par bouts de papier. »

Voilà ce que nous montre « Certifié exact ». Sur le même thème, Godard aurait fait un beau film. Mais ce n'est plus du spectacle. Il n'y aura pas d'esquimaux à l'entracte. A la place s'engagera la discussion dans la salle, car la dérobade n'est plus possible. Nul besoin de réunir des militants révolutionnaires pour faire la claque. On a compris. On a compris que la vie qui nous était montrée, là sur l'écran, c'était d'abord la nôtre et que nous finissions par ne plus avoir aucun pouvoir sur elle. Il a suffi de ces images pour dévoiler les mystifications répétées des moyens d'information prétendument neutres : chacun sait que le jour où il se battra lui aussi, pour le contrôle de son travail, qu'il soit ouvrier, cadre ou commerçant, « l'information objective » lui fera le même coup : on parlera de tout sauf des motivations de sa lutte. Pour un soir « Certifié exact » l'aura fait. Cela vaut bien une année d'abrutissement devant la Télé. □

La machine tourne

Pierre Gautier



Après la dernière session du comité central du PCF, on serait tenté de limiter les commentaires au minimum et de déclarer que les dirigeants communistes ne font pas preuve de beaucoup d'imagination dans une conjoncture qui pourtant en exigerait beaucoup. Mais il faut résister à cette tentation, car s'il n'y a aucune nouveauté sur le plan stratégique, bien des éléments tactiques méritent d'être notés.

Plusieurs œufs, plusieurs paniers

On est d'abord frappé par le fait que ni le rapport de Georges Frischmann, ni le discours de Waldeck Rochet ne retiennent le thème mis en avant par Georges Ségué (et depuis abandonné), celui de l'usure et de la précarité du régime. Il est sans doute fait référence ici et là aux fissures de la majorité, aux difficultés que le gouvernement rencontre dans la mise en train de son « plan de redressement », voire à la combativité des masses (ouvriers, commerçants, etc.), mais il ne ressort de toutes ces mentions aucune orientation politique visant à la chute du gouvernement ou à l'extension des luttes sociales. On a l'impression que pour les dirigeants communistes la période actuelle n'est pas qualitativement différente de celle qui a précédé mai 1968. L'objectif essentiel reste un changement politique par l'utilisation des moyens traditionnels (élections, agitation politique, alliances passées avec des formations intégrées au régime). Un passage du rapport de Georges Frischmann résume bien toute cette philosophie : « Nous, nous tra-

vailons au large rassemblement de toutes les victimes du pouvoir des monopoles et à l'avènement d'un gouvernement dont l'orientation unique ne sera plus le profit capitaliste mais l'intérêt de la population, l'intérêt national. Car ce qui bloque la société actuelle, c'est l'étouffante domination d'une poignée de puissances économiques et financières qui imposent, orientent, inspirent toute la politique gouvernementale. » Les moyens préconisés pour parvenir à la formation d'un tel gouvernement se situent sur deux plans. Il y a d'abord l'énoncé d'un certain nombre de conditions de programme, extension considérable du secteur nationalisé, planification démocratique, réforme démocratique de la fiscalité, orientation nouvelle des dépenses d'Etat qui doivent permettre la satisfaction des revendications des travailleurs, des paysans et des commerçants (on se demande comment dans un cadre qui reste capitaliste). Il y a ensuite, bien sûr, l'union des forces ouvrières et démocratiques qui est « la condition du renouveau et du progrès démocratique, économique et social de la France » et qui, une fois réalisée, doit aboutir à la mise au point d'un programme de gouvernement commun à toutes les forces démocratiques et syndicales. Mais, évidemment, les choses ne sont plus aussi simples aujourd'hui : le partenaire social-démocrate est considérablement affaibli, ce qui augmente ses incertitudes sur les orientations à suivre (Savary tiendra-t-il ou ne tiendra-t-il pas ?). Il faut donc essayer de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. D'un côté on cherche à faciliter les choses au P.S. en ne prenant aucune sanction disciplinaire contre Roger Garaudy et en laissant, bien entendu, Aragon

fulminer contre le ministre tchécoslovaque de l'Education nationale. D'un autre côté les dirigeants communistes n'oublient pas de mettre en relief tout l'intérêt de l'unité à la base. C'est ainsi que Waldeck Rochet a déclaré : « Pour sa part, en tout cas, notre Parti ne négligera aucun effort en faveur de l'unité d'action et de l'union ; il s'emploiera à développer hardiment l'unité des travailleurs et des démocrates avant tout à la base, sur les lieux de travail, dans les localités, dans les organisations professionnelles et autres. »

Les couleurs de la France

Aussi ne faut-il pas s'étonner si les dirigeants communistes ont jugé bon de garder en réserve la carte cocardière que Duclos avait jouée lors des dernières présidentielles. Le programme esquissé par Georges Frischmann dans son rapport devient dans la résolution terminale un « programme d'intérêt national ». En d'autres termes le rassemblement antimonopoliste que préconise le PCF est un rassemblement national qui estompe les différences de classes comme la notion « d'une poignée de monopoles » gomme la nature de la domination capitaliste dans notre pays. En réalité le brouet éclectique que nous servent les cuisiniers du comité central a une caractéristique principale, le conservatisme. Dans ses propres traditions le PCF prend ce qu'il y a de plus éculé et de plus rétrograde.

La conséquence inévitable de cette orientation est que le « gauchisme » ou ce que le PCF prétend tel devient un danger très grave. Parmi beaucoup d'autres, voici la déclaration de Waldeck Rochet à ce sujet : « Pour que progresse l'unité de lutte des masses laborieuses, nous renforcerons notre combat contre toutes les positions anti-unitaires, c'est-à-dire contre l'idéologie réformiste et de collaboration de classes, mais aussi contre l'anticommunisme qui se dissimule sous la phraséologie gauchiste à laquelle recourent les groupes trotskystes, maoïstes, anarchisants et le PSU lui-même, tous ces groupements étant utilisés par la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière et ses alliés. »

Le même conservatisme se retrouve à propos du mouvement communiste international.

Internationalisme revu et corrigé

Contre les attaques de Roger Garaudy, le comité central a pris la défense de la Conférence de Moscou et en particulier d'un certain nombre de ses thèses les plus discutables (en particulier celle qui réduit le mouvement de mai 1968 à « un sérieux affrontement (?) » entre la classe ouvrière et le pouvoir des monopoles). En réalité, et sans s'y rallier ouvertement, le comité central s'est prononcé implicitement pour la doctrine Brejnev, c'est-à-dire pour le droit reconnu à l'URSS d'intervenir contre les tendances centrifuges dans sa zone d'influence. Il est, certes, vrai que les dirigeants communistes français préfèrent qu'il n'y ait pas d'intervention armée, mais ils ne disent rien sur les pressions économiques et politiques de toutes sortes qui sont employées de façon permanente contre les peuples des différentes démocraties populaires. L'internationalisme conçu dans cette perspective n'est plus qu'un instrument pour maintenir des situations acquises, nationales et internationales. C'est ce que dit assez clairement Waldeck Rochet : « De toute façon, ce qui, dès maintenant, est clair, c'est la nécessité de renforcer notre lutte idéologique et politique sur les deux fronts : la lutte contre l'opportunisme de droite et le révisionnisme, et contre l'opportunisme de gauche. Cette lutte doit être menée en permanence aussi bien à l'échelle internationale que dans notre propre pays afin d'assurer le développement de l'union des forces ouvrières et démocratiques, des forces anti-impérialistes, ainsi que pour renforcer la cohésion de notre propre parti et de tout le mouvement communiste international. »

Sous ces auspices, le prochain congrès du PCF risque de ne rien apporter de bien neuf. On sait qu'il existe des tendances plus ou moins opposées au sein de sa direction — entre un Leroy ou un Marchais les choses ne vont pas toujours bien — mais il faudrait être d'un optimisme béat pour croire que leur confrontation sera ouverte et franche comme dans le PC Italien (depuis le lancement de la revue « Il Manifesto »).